Le pouvoir des citoyens:

des solutions pratiques pour l'Ontario

Howard Hampton et le NPD

Autorisé par le directeur des finances (CFO) du NPD de l'Ontario

Le pouvoir des citoyens :

Dix solutions pratiques pour l'Ontario

- Annuler la privatisation et la déréglementation de l'électricité, et opter pour une énergie publique propre, fiable, et au prix coûtant.
- Accroître les soins à domicile gérés par le secteur public. Créer 100 nouveaux centres de soins de santé communautaires et réduire les frais imposés aux pensionnaires des centres d'hébergement. Annuler tout projet de création de cliniques d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et de tomographie par ordinateur (CT), ainsi que d'hôpitaux privés, et réinvestir ces fonds dans le système de soins de santé public.
- Garder notre eau potable publique et protéger l'eau de la source jusqu'au robinet.
- S'assurer que chaque élève puisse atteindre l'excellence en créant un Fonds d'excellence réservé à l'éducation qui empêcherait toute intervention politique dans le financement de l'éducation. N'accorder aucun fond public aux écoles privées.
- Hausser immédiatement le salaire minimum à 8 $ de l'heure, interdire les briseurs de grève et traiter les travailleurs blessés de façon équitable.
- Geler les loyers durant deux ans, créer au moins 32 000 unités de logements abordables et augmenter les allocations pour le logement.
- Réduire les droits de scolarité de 10 pour cent et veiller à ce qu'aucun étudiant ne se voie refuser une éducation ou une formation de qualité pour des raisons financières.
- Abaisser les tarifs de transports en commun, raccourcir le temps d'attente des passagers, et réduire les bouchons de circulation en créant un fonds d'affectation spéciale pour les transports.
- Réduire les frais de service de garde à 10 $ par jour pour les enfants âgés de 18 mois à 5 ans dans les garderies réglementées et sans but lucratif, et créer 20 000 nouvelles places en garderie.
- Protéger votre fonds de pension contre l'inflation et faire en sorte qu'il soit transférable si vous changez d'emploi.

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD

Table des matières

Les soins de santé publics 11

Des écoles excellentes 21

L'électricité publique 27

De l'eau et de l'air purs 35

Des logements à prix abordables et des communautés fortes 43

L'équité au travail et à la retraite 51

Des frais de scolarité abordables 57

Des services de garde d'enfants abordables et de qualité 63

Des communautés plus sures 67

Un Ontario plus démocratique et plus juste 73

Un régime fiscal et une économie vigoureuse 79

Le pouvoir des citoyens :
des solutions pratiques pour l'Ontario

Cher(e)s concitoyen(ne)s,

La présente élection concerne des gens comme vous. Elle concerne aussi votre droit de choisir le meilleur avenir pour vous, pour votre famille et pour votre communauté. Voter, c'est choisir.

C'est ce que j'appelle **le pouvoir des citoyens.**

En mars dernier, je suis monté à bord de l'autobus de l'énergie publique du NPD. J'ai alors entrepris ma campagne d'une durée d'un an - dont le but est d'annuler la privatisation et la déréglementation de l'électricité – qui s'est transportée dans plus de 100 communautés de l'Ontario. J'y ai découvert une profonde préoccupation par rapport à la privatisation de l'électricité.

Mais j'ai aussi fait une autre découverte.

Partout, les gens sont profondément inquiets à propos du sort réservé à notre système public de soins de santé. Ils sont aussi inquiets à propos de l'air qu'ils respirent, et au sujet de l'eau qu'ils boivent. Ils sont préoccupés par l'insouciance téméraire des Conservateurs vis-à-vis de nos écoles publiques.

«Quand on regarde du côté libéral et du côté conservateur, on constate que leurs plateformes politiques sont si semblables qu'elles sont presque identiques.»
– Christina Blizzard, Toronto Sun,

Des gens inquiets parce qu'ils ont ressenti les contrecoups des mauvaises politiques du gouvernement à l'endroit même où ça fait mal : dans leur portefeuille.

«La dernière session a été marquée par des volte-face spectaculaires de la part du gouvernement Conservateurs et de l'opposition libérale.»
– Colin Perkel, Presse Canadienne,
12 décembre 2002.

Ils ont vu leur facture d'électricité monter en flèche précisément à cause du projet de déréglementation et de privatisation des Conservateurs appuyés par les Libéraux. Ils paient des frais plus élevés pour que leurs parents puissent bénéficier de soins de longue durée et voient les listes d'attente s'allonger dans les salles d'urgence des hôpitaux. Ils vendent des tablettes de chocolat ou voient les professeurs de leurs enfants piger dans leurs propres poches afin de défrayer les fournitures des élèves. Les loyers, les frais de scolarité des collèges et universités, l'impôt foncier, les tarifs des transports en commun et le péage de l'autoroute 407 montent

tous en flèche. Et ils constatent que les Conservateurs ont pillé leur portefeuille pendant les huit dernières années.

Peu importe où nous allons, peu importe la facture que nous recevons, nous payons plus. Nous avons beau jouer le jeu en travaillant plus fort qu'auparavant, nous ne prenons pas le dessus pour autant.

Nous n'avons rien contre le fait de payer pour ce dont nous avons besoin. Mais les gens se mettent en colère lorsqu'ils constatent qu'une minorité bénéficie d'avantages indus. Lorsque le président de Nortel quitte avec des millions de dollars en options sur actions mais que les travailleurs licenciés de Nortel n'obtiennent rien et que l'argent des fonds de pension des gens disparaît, il y a clairement un problème. Lorsque nous payons plus pour l'électricité ou les soins de santé et que nous voyons les preneurs de profits, les consultants conservateurs et les financiers de Bay Street soutirer d'énormes profits aux services publics, nous savons qu'il est temps d'agir.

Nombre de fois où les Libéraux ont voté avec les Conservateurs (alors que le NPD votait contre) au cours des trois dernières sessions de la présente législature _____ **63**

Nombre de fois où le NPD a voté avec les Conservateurs (alors que les Libéraux votaient contre) au cours des trois dernières sessions de la présente législature
Legislature _____ **0**

Lors de cette élection, vous aurez le choix entre deux idées.

Est-ce que le public contrôlera les services essentiels sans lesquels nous ne pouvons vivre : tels que les soins de santé, l'éducation, l'électricité et l'eau? Ces services essentiels nous seront-ils fournis de manière abordable et fiable ? Vos intérêts, ceux de votre famille et de votre communauté passeront-ils en premier?

«[Les Conservateurs de Eves] se sont approchés du centre pour devenir presque impossibles à différencier des Libéraux, par rapport à un grand nombre d'enjeux.» – Ian Urquhart, Toronto Star, 18 janvier 2003.

Ou bien est-ce que des intérêts privés orientés sur les profits contrôleront ce que nous considérons le plus important ?

Les Conservateurs d'Ernie Eves ont clairement établi leur position. Ils ignorent des preuves provenant des quatre coins de la planète démontrant sans équivoque que la privatisation des services publics essentiels ne fonctionne pas. Des soins de santé privés signifient des coûts plus élevés pour vous et des soins de moins bonne qualité. Les tests d'eau privés se traduisent par des

catastrophes comme celle de Walkerton et plus de morts tragiques. Une électricité privée signifie des tarifs plus élevés et des pannes généralisées.

Les Libéraux de Dalton McGuinty n'ont jamais énoncé clairement leur position. Ils affirment avoir un «esprit ouvert» lorsqu'il est question de permettre la création de soins de santé privés à l'américaine. Ils ont exprimé leur soutien, ensuite leur désaccord, au sujet de la privatisation de Hydro One et ont fait volte-face à propos de la déréglementation de l'électricité. Les volte-face et le manque de cohérence ne font pas partie des qualités d'un gouvernement digne de confiance.

«La passion, le pouvoir, et la voix conséquente de Howard Hampton.»
– Graham Richardson, Focus Ontario, Global TV, 28 septembre 2002.

Les Néo-démocrates sont clairs et conséquents dans leur soutien au **pouvoir des citoyens** – des soins de santé publics, un système public d'éducation, de l'eau contrôlée par le secteur public, de l'électricité publique, des frais de scolarité raisonnables, un salaire minimum équitable, des logements abordables, de bonnes prestations de retraite, un service de transport en commun et des services de garde pour enfants – un Ontario qui dessert tout un chacun de manière équitable.

Le pouvoir des citoyens – des solutions pratiques pour l'Ontario, expose ma vision d'un avenir qui nous appartient tous.

Joignez-vous à la vague qui balaye l'Ontario. Joignez-vous à la campagne **Le pouvoir des citoyens** dès aujourd'hui.

Votre tout dévoué,

Howard Hampton

Chef, NPD de l'Ontario

P.S. C'est ce que signifie pour moi le pouvoir des citoyens.
Vous êtes le citoyen.
Le pouvoir vous appartient. Votez, c'est choisir.

Des solutions pratiques pour des soins de santé publics

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour des soins de santé publics :

- Lutter pour s'assurer que les Libéraux fédéraux paient leur juste part, et veiller à ce que toutes les sommes consacrées à la santé aillent aux patients et non aux fournisseurs de soins de santé à but lucratif ou aux réductions d'impôt.

- Bloquer l'expansion des cliniques diagnostiques d'IRM/CT à but lucratif, et utiliser l'argent récupéré pour des soins de santé publics moins chers et de meilleure qualité.

- Annuler immédiatement le plan des Conservateurs visant à construire des hôpitaux privés à Brampton, Ottawa et ailleurs, et investir dans les hôpitaux publics de ces communautés.

- Mettre fin à la privatisation des soins à domicile, et veiller à ce qu'il existe un soutien adéquat pour permettre aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux autres personnes fragiles physiquement de vivre de manière autonome chez elles, si elles le souhaitent.

- S'assurer que tous les Ontariens ont accès à des soins de santé publics de grande qualité peu importe où ils vivent, en ouvrant 100 nouveaux centres de santé communautaires et en agrandissant les CSC existants.

- Attirer chez nous et conserver nos professionnels de la santé en réduisant les frais de scolarité pour les études en médecine, en créant un plus grand nombre de postes d'infirmier(e)s et d'infirmier(e)s praticien(ne)s à temps plein, et en créant des environnements plus propices à la pratique des soins infirmiers.

- Éliminer l'augmentation des frais imposée aux pensionnaires des centres d'hébergement; instaurer des normes plus sévères à respecter pour les prestataires de soins de longue durée, de soins communautaires et les hôpitaux afin d'assurer une bonne qualité de soins, notamment un minimum de personnel et des conditions de soins.

- Agir promptement pour régler la pénurie de médecins en accélérant la formation et l'accréditation de médecins étrangers qualifiés.

- Garantir la reddition de comptes dans le système de soins de santé en créant un poste de Commissaire aux normes en soins de santé, une Charte des droits des patients et une protection contre les employés qui dénoncent des pratiques illicites ou qui refusent de les adopter.

- Accroître les ressources affectées à la santé mentale des enfants et aux services communautaires en santé mentale.

- Sauver des vies en améliorant l'accès à leurs dossiers pour les personnes adoptées et les parents biologiques.

- Se remettre au travail en aidant les gens à rester en santé – et non uniquement soigner les malades – en présentant un plan ambitieux de santé préventive, comprenant une stratégie globale sur la consommation du tabac.

Solution pratique nº 1 : Lutter pour s'assurer que les Libéraux fédéraux paient leur juste part, et veiller à ce que tout l'argent consacré à la santé aille aux patients et non aux fournisseurs de soins de santé à but lucratif ou aux réductions d'impôt.

Les citoyens ont dit à la Commission royale Romanow sur l'avenir des soins de santé au Canada qu'ils souhaitaient cinq choses de la part de leurs représentants élus :

1. Des soins de santé publics et non privés. De cesser la privatisation des soins de santé. Il est prouvé que les soins de santé privés sont plus dispendieux et que leur qualité est moindre.
2. Rendre les gouvernements responsables de leurs dépenses en soins de santé. Contrôler la façon dont les dollars sont dépensés en santé et évaluer s'ils ne pourraient être dépensés encore plus intelligemment.
3. Veiller à ce que les Libéraux fédéraux paient leur juste part.
4. Du leadership. Les citoyens souhaitent du leadership, ici en Ontario et d'un bout à l'autre du Canada afin de garantir la pérennité de l'assurance-santé, une valeur canadienne essentielle.
5. Une réforme. L'ancien premier ministre néo-démocrate de la Saskatchewan, Roy Romanow, nous propose un plan détaillé à savoir comment transformer le régime d'assurance-santé en un système établi au niveau de la collectivité accordant une plus grande importance à la promotion de la santé, à la prévention des maladies et aux soins à domicile.

« Le rapport Romanow sur l'avenir des soins de santé a clairement expliqué que les entreprises de soins de santé à but lucratif ne font épargner de l'argent, ni n'offrent de meilleurs soins de santé… Les Conservateurs détiennent une pitoyable feuille de route sur la privatisation. Les péages sur l'autoroute 407 constituent un abus. Le dossier de l'électricité est géré de façon médiocre. [Le ministre de la Santé] Clement doit avoir beaucoup de cran pour s'attendre à ce que les Ontariens lui fassent suffisamment confiance pour penser qu'il rectifiera le tir, cette fois, à propos des soins de santé. »
– Éditorial du Toronto Star, 6 janvier 2003

Jusqu'à maintenant, les nouvelles n'ont pas été très bonnes. En vertu de la supposée « entente » fédérale/provinciale, les Libéraux fédéraux ne se sont même pas approchés de l'objectif de Romanow voulant que le financement du fédéral dans les soins de santé soit à hauteur de 25 pour cent. De plus, malgré les avertissements de Romanow, les Libéraux refusent de faire quoi que ce soit pour stopper la propagation rapide de la privatisation dans notre système de soins de santé.

De leur côté, les Conservateurs refusent de garantir que chaque dollar dépensé dans les soins de santé soit consacré aux soins des patients, plutôt que de servir à financer d'autres portions de leur programme politique.

Ni les Libéraux, ni les Conservateurs ne tiennent un discours à propos de réformes concrètes des soins à domicile, du régime d'assurance-médicaments et de la promotion de la santé.

Il y a beaucoup de travail sur la planche.

Le pouvoir des citoyens signifie la mise en application immédiate et complète des recommandations du rapport Romanow. Cela signifie que les Libéraux fédéraux paient leur juste part de 25 pour cent, mais aussi que l'Ontario peut mettre un frein à la croissance des soins de santé privés. Chaque dollar investi en soins de santé est consacré aux patients, et non à des entreprises à but lucratif ou à des réductions d'impôt des Conservateurs.

Solution pratique nº 2 : Bloquer l'expansion des cliniques diagnostiques d'IRM/CT à but lucratif, et utiliser l'argent récupéré pour des soins de santé publics moins chers et de meilleure qualité.

« Au cours des dernières années, par exemple, les Libéraux fédéraux sont demeurés immobiles pendant que les provinces étaient bien occupées à privatiser différents éléments composant la prestation des soins de santé. »
– Ian Urquhart, Toronto Star, 8 février 2003

La commission Romanow a confirmé que les services diagnostiques – dont l'imagerie par résonance magnétique et la tomographie par ordinateur (CT) – devraient faire partie de notre système de soins de santé public et être inscrits à la Loi canadienne sur la santé à titre de procédures médicalement nécessaires. Romanow savait que de permettre aux plus riches d'obtenir des examens par IRM et des tomodensitogrammes plus rapidement que le reste de la population, leur permettait également d'obtenir plus rapidement les traitements médicaux nécessaires, ce qui se traduit par une médecine à deux vitesses : un système pour les riches et un autre pour le reste de la population. L'Association des radiologistes de l'Ontario a exprimé ses inquiétudes relativement à la sécurité du public étant donné l'empressement des Conservateurs à privatiser les traitements d'IRM. Cette faille permettant d'accorder la priorité à l'argent, au détriment du traitement, doit être refermée.

Le pouvoir des citoyens signifie l'annulation des plans pour les tomodensitogrammes et les examens par IRM privés, et l'investissement de cet argent là où il aurait dû rester : dans le système public de soins de santé. Ce qui signifie l'amélioration des services diagnostiques dans les hôpitaux publics.

Solution pratique nº 3 : Annuler immédiatement le plan des Conservateurs visant à construire des hôpitaux privés à Brampton, Ottawa et ailleurs, et investir dans les hôpitaux publics de ces communautés.

La construction privée d'hôpitaux ne fait aucun sens, ni aujourd'hui, ni dans l'avenir. L'argent public consacré à la santé devrait être investi dans les soins aux patients et non à des coûts d'emprunts et aux profits. Une étude récente qui a comparé les hôpitaux à but lucratif et sans but lucratif aux États-Unis a démontré que le taux de décès augmentait lorsque les profits, et non les patients, constituaient le facteur décisif. L'expérience de l'Australie et de la Grande-Bretagne est similaire. Là-bas aussi, on a constaté que les hôpitaux privés coûtaient plus cher à construire, à exploiter (étant donné que les entreprises privées s'attendent à réaliser une marge de profits), et que lorsque les problèmes surgissent, ce sont les contribuables qui paient chaque fois la note.

« Qu'il soit question d'énergie ou d'hôpitaux, lorsque les fonds privés manquent pour la fourniture de services publics essentiels, c'est l'argent des contribuables qui renfloue le secteur privé. »
– Dr Gordon Guyatt, McMaster University

Le pouvoir des citoyens signifie l'annulation des plans pour des hôpitaux privés et un engagement de construire des hôpitaux publics.

Solution pratique nº 4 : Mettre fin à la privatisation des soins à domicile, et veiller à ce qu'il existe un soutien adéquat pour permettre aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux autres personnes fragiles physiquement de vivre de manière autonome chez elles, si elles le souhaitent.

Les soins à domicile constituent une part importante de notre système de soins de santé publics. Même si nous avons besoin de lits pour accommoder ceux qui choisissent les maisons de soins infirmiers, nous devons faire de notre mieux pour garder dans nos communautés les aînés dynamiques et les personnes handicapées. Pour ce faire, il faut pousser les Libéraux fédéraux à mettre en application la recommandation du rapport Romanow pour que soient possibles les congés des fournisseurs de soins par le biais de l'assurance-emploi.

Les Conservateurs ont considérablement réduit le nombre d'heures allouées aux soins à domicile. Entre le 1er avril 2001 et le 1er avril 2002, c'est 115 000 personnes de moins qui ont pu bénéficier de soins à domicile essentiels. Sans compter les personnes dépendant des soins à domicile qui ont reçu moins d'heures de soins. Les heures de service ont chuté de plus de 30 pour cent, ce qui représente une réduction totale de plus de six millions d'heures de soutien à la personne, de soins infirmiers, de soutien aux tâches ménagères et de thérapie.

Si vous faites partie des très nombreux hommes et femmes qui ont besoin de ces soins ou dont un membre de la famille a besoin de soins à domicile, vous savez que la crise est réelle. Comme c'est le cas avec l'électricité et de nombreux autres secteurs où les Conservateurs ont choisi de faire primer le profit au détriment du service aux citoyens, la privatisation est responsable en grande partie du problème.

La privatisation des soins à domicile par l'entremise d'appels d'offres concurrentiels pour l'octroi de contrats a non seulement causé une réduction des heures et de la qualité des soins mais a également engendré une réduction des salaires.

« Les citoyens ont affirmé très clairement par le biais du rapport Romanow qu'ils souhaitent un système d'assurance-santé fort, plus étendu et, encore plus important : un système public. »
– Howard Hampton, Chef du NPD.

Le pouvoir des citoyens, c'est la fin des appels d'offres concurrentiels, l'augmentation du nombre d'heures pour les soins à domicile et la reprise du contrôle des Centres d'accès aux soins communautaires par les collectivités.

Le pouvoir des citoyens, c'est donner à ceux qui en ont besoin les soins à domicile leur permettant de vivre en santé et de façon autonome.

Solution pratique no 5 : Agir promptement pour s'assurer que tous ont accès à des soins de santé publics de qualité peu importe où ils vivent, en créant 100 nouveaux centres de soins de santé communautaires et en agrandissant les CSC existants.

Huit années de gouvernement conservateur ont créé en Ontario une grave pénurie de médecins de famille, d'infirmier(e)s et d'autres professionnels de la santé. En ce moment, 121 communautés ont besoin de médecins de familles. Ce nombre était de 60 il y a à peine dix ans.

Romanow nous offre sa vision. Il affirme que nous devons sérieusement nous occuper d'une véritable « réforme des soins de première ligne » qui assurera la disponibilité de soins de santé de qualité 24 heures sur 24, sept jours par semaine, que vous viviez au centre-ville de Toronto, à Leamington ou à Kapuskasing.

Il faut avoir du leadership pour transformer cette vision en réalité. Et les Conservateurs ont lamentablement échoué. Ils avaient promis que 80 pour cent des médecins de famille seraient inscrits dans des « réseaux de santé familiale » d'ici 2004. Pourtant, jusqu'à maintenant, seulement 5 pour cent se sont inscrits.

Les Néo-démocrates croient que les Centres de santé communautaires (CSC) sont la solution. Les CSC dispensent des soins de santé de grande qualité au sein de votre communauté, 24 heures sur 24 et sept jours par semaine. Les médecins y travaillent en équipe avec des infirmier(e)s praticien(ne)s, des travailleurs sociaux, des pharmacien(ne)s et des travailleurs de la santé. Une nouvelle génération de médecins recherche un régime d'assurance-santé repensé. Les médecins souhaitent recevoir les avantages d'un salaire avec de vraies vacances, une formation médicale continue, des congés parentaux et de maternité ainsi que des horaires de garde raisonnables. C'est le type d'environnement propice au travail des médecins qu'offrent les CSC dans le but d'attirer et de garder à leur emploi ces médecins, au sein de nos communautés.

« Il n'y a pas de personnel pour surveiller les pensionnaires, les chutes sont plus nombreuses, et les pensionnaires doivent parfois attendre jusqu'à une heure pour se faire donner leur déjeuner… Il n'y a pas assez de temps pour donner les bains. »
– Molly White, infirmière d'un centre de soins de longue durée de Toronto, 10 février 2003

Nombreuses sont les communautés qui ont déjà un CSC. Et nous savons que ces centres fonctionnent bien. Cependant, un manque de financement adéquat se traduit par la fermeture aux nouveaux patients de 80 pour cent des CSC existants. Plusieurs autres communautés demandent, depuis des années, leur CSC mais le gouvernement s'est traîné les pieds. Il est temps d'agir. **Howard Hampton et le NPD** agiraient rapidement pour créer 100 nouveaux Centres de soins de santé communautaires et augmenteraient l'investissement octroyé aux CSC existants pour qu'ils puissent faire un travail encore meilleur pour répondre aux besoins de leurs communautés et attirer des professionnels de la santé.

Le pouvoir des citoyens signifie que tous les Ontariens devaient avoir accès à des services de soins de santé publics excellents.

Solution pratique nº 6 : Attirer chez nous et conserver nos professionnels de la santé en réduisant les frais de scolarité pour les études en médecine, en créant un plus grand nombre de postes d'infirmier(e)s et d'infirmier(e)s praticien(ne)s à temps plein, et en créant des environnements plus propices à la pratique des soins infirmiers.

En plus d'agrandir les Centres de santé communautaires, le NPD souhaite réaliser les actions suivantes pour régler le besoin urgent de médecins et autres professionnels de la santé.

- réglementer et réduire les frais de scolarité pour les études en médecine afin d'attirer les étudiants qui reflètent la diversité géographique, ethnoculturelle et de revenus de l'Ontario;
- supprimer les obstacles pour que les infirmier(e)s praticien(ne)s puissent mettre à profit toutes leurs connaissances et leur savoir dans la pratique; et financer la création de nouveaux postes d'infirmier(e)s praticien(ne)s.
- conserver nos infirmier(e)s en veillant à ce que les organismes de soins de santé offrent un environnement de travail positif.

Cela signifie un plus grand soutien à la formation continue, au mentorat et aux stages cliniques. Cela signifie également la création d'un plus grand nombre de postes d'infirmier(e)s autorisé(e)s à temps plein et permanents afin de réduire le ratio patient/personnel et la charge de travail. Les hôpitaux et les fournisseurs de soins de longue durée doivent être responsables de la façon dont ils dépensent les sommes réservées au recrutement de personnel.

Des chaises berçantes pour lutter contre l'augmentation des frais

L'été dernier, **Howard Hampton et le NPD** ont travaillé avec des porte-parole et des membres de familles de personnes âgées, ainsi qu'avec des citoyens concernés pour obliger le gouvernement à abandonner les plans controversés visant une augmentation de 15 pour cent des frais imposés à 50 000 personnes âgées vivant en centres de soins de longue durée. Durant 24 heures consécutives, à la tête d'une « protestation en chaise berçante », Shelley Martel affirmait : « Nos aînés ne seront pas déstabilités par ces augmentations injustes. Nous allons nous bercer jour et nuit jusqu'à demain pour faire pression sur le gouvernement et lui demander d'annuler l'imposition de ces nouveaux frais scandaleux à des personnes âgées fragiles et à leurs familles. » Les aînés ont remporté une petite victoire mais le gouvernement a tout de même annoncé une augmentation répartie sur trois ans.

- fournir aux étudiants en médecine plus de formation et d'apprentissage au sujet des régions insuffisamment desservies; et leur faire valoir les nombreux avantages du travail salarié et du travail avec équipe multidisciplinaire de professionnels de la santé dans les CSC;
- créer un bureau permanent pour le Conseil consultatif sur les ressources humaines en santé composé d'infirmier(e)s, de médecins, de patients et d'autres professionnels de la santé ainsi que leurs associations. Ce bureau prendrait des décisions à propos de la disponibilité, du mélange et de la répartition des ressources humaines dans le but de répondre aux besoins en santé de toute la province.

Le pouvoir des citoyens, c'est agir pour répondre au besoin grandissant de professionnels des soins de santé d'un bout à l'autre de l'Ontario.

« La conjoncture est présentement favorable à la mise en place de la vision des soins de santé au XXI^e siècle de Romanow. Les Conservateurs et les Libéraux doivent comprendre que les citoyens de l'Ontario veulent un système d'assurance-santé élargi. Et qu'ils ne veulent absolument pas que les fonds publics réservés aux soins de santé se retrouvent dans les poches d'entreprises à but lucratif. »
– Shelley Martel, porte parole en matière de santé du NPD, députée de Nickel Belt.

Solution pratique n° 7 : Éliminer l'augmentation des frais imposée aux pensionnaires des centres d'hébergement; instaurer des normes plus sévères à respecter pour les prestataires de soins de longue durée, de soins communautaires et les hôpitaux afin d'assurer une bonne qualité de soins, notamment un minimum de personnel et des conditions de soins.

Nos aînés méritent les meilleurs soins de santé publics qui soient. Malheureusement, les compressions des huit dernières années du gouvernement conservateur ont donné lieu à des histoires d'horreurs dans des centres un peu partout dans la province. Les personnes âgées et leurs familles paient plus et reçoivent moins de soins. Shelley Martel, porte parole en matière de santé du NPD, a sonné l'alarme à propos du changement apporté par les Conservateurs aux règlements relatifs au bain dans les maisons de soins infirmiers qui ne garantit même plus un seul bain par semaine aux pensionnaires. Nous avons révélé que des maisons des quatre coins de la province détournaient des fonds réservés à l'ajout d'infirmier(e)s et de travailleurs pour les soins personnels afin d'acheter des fournitures et de réduire les déficits. Ce stratagème frauduleux a brisé à promesse du gouvernement selon laquelle l'argent serait réservé à l'embauche de 2 400 soignants supplémentaires. Et les Conservateurs ont liquidé les exigences minimales de personnel dans les maisons de soins infirmiers établies par le gouvernement néo-démocrate.

« Le message ne peut être plus clair. Le maintien et l'élargissement d'un système de soins de santé financé par l'État ne sont pas uniquement avantageux pour la santé individuelle des Canadiens mais aussi pour la santé de l'économie canadienne. »
– Dr Gordon Guyatt, Hamilton.

Chaque dollar réservé aux soins personnels devrait être investi pour garantir qu'un plus grand nombre d'heures est alloué aux soins des personnes âgées dans les centres de soins de longue durée, et non pour rembourser des déficits ou accroître les bénéfices d'entreprises. Cela se traduirait par un plus grand nombre d'infirmier(e)s et de travailleurs pour les soins personnels prodiguant des soins directs aux pensionnaires. Le NPD instaurerait des normes de soins et un personnel minimal s'inspirant des besoins des patients, ainsi qu'une obligation de transparence et de responsabilité à savoir de quelle façon les sommes réservées aux soins de longue durée sont dépensées.

Howard Hampton et le NPD éliminerons l'augmentation des frais imposés pour les soins de

longue durée pour ramener ces frais au point de la dernière augmentation du Régime de pensions du Canada pour veiller à ce qu'aucune personne âgée ne souffre à cause de ces frais d'utilisation irraisonnables.

Le pouvoir des citoyens signifie l'investissement dans les soins aux patients et non dans des entreprises à but lucratif.

Le pouvoir des citoyens signifie que les aînés ne devraient jamais être déstabilisés par des frais d'utilisation injustes.

Solution pratique nº 8 : Agir promptement pour régler la pénurie de médecins en accélérant la formation et l'accréditation de médecins étrangers qualifiés.

Il est inconcevable que plusieurs communautés souffrent de l'absence de médecins alors que des médecins formés et qualifiés travaillent comme chauffeurs de taxi et serveurs de restaurants. Les Conservateurs n'ont absolument rien fait pour accélérer la procédure d'accréditation de médecins formés à l'étranger en Ontario. Leur annonce si longtemps attendue n'a finalement eu comme objectif que de voler des médecins à des juridictions moins bien desservies du Canada et de l'étranger.

La rationalisation de la formation et de l'accréditation de médecins qualifiés de formation internationale est une chose très sensée – pas seulement parce que plusieurs régions de la province souffrent d'une importante pénurie de médecins, mais aussi parce que c'est la meilleure chose à faire.

Le pouvoir des citoyens, c'est agir pour l'équité et bénéficier des compétences des médecins formés à l'étranger.

Solution pratique nº 9 : Garantir la reddition de comptes dans le système de soins de santé en créant un poste de Commissaire aux normes en soins de santé, une Charte des droits des patients et une protection contre les employés qui dénoncent des pratiques illicites ou qui refusent de les adopter.

La Charte des droits des patients du NPD aurait pour but d'empêcher tout gouvernement de l'Ontario de démanteler le système de soins de santé publics en énonçant ce en quoi les patients de l'Ontario sont en droit de s'attendre, en enchâssant les principes de la Loi canadienne sur la santé en une loi et en étendant l'accessibilité et l'universalité du système aux secteurs des soins de longue durée et des soins à domicile.

Cette loi offrirait une protection aux travailleurs de la santé qui souhaitent parler au nom de leurs patients. Nous savons que lorsque les compressions et la mauvaise gestion des Conservateurs ont transformé le système de soins de santé de l'Ontario en chaos, de nombreux travailleurs n'étaient plus en mesure de parler au nom de leurs patients, craignant des représailles. Il est temps que cela change.

De plus, **Howard Hampton et le NPD** recommeraient un nouveau et puissant Commissaire aux normes des soins de santé qui surveillerait l'application et renforcerait les principes de la Charte des droits des patients. Le Commissaire enquêterait sur les plaintes, et travaillerait avec les professionnels et les spécialistes de la santé pour établir les normes de soin - y compris les temps d'attente maximum, la qualité des soins et la sécurité des patients - et verrait à l'application de ces normes.

Le pouvoir des citoyens signifie l'enchâssement du système de soins de santé publics de l'Ontario en une loi dans le but de le protéger pour les générations futures.

Le pouvoir des citoyens signifie la protection des patients grâce à l'établissement de normes de soins de santé publics et la protection du droit des travailleurs de la santé à parler au nom de leurs patients.

Solution pratique nº 10 : Accroître les ressources affectées à la santé mentale des enfants et aux services communautaires en santé mentale.

Depuis trop longtemps, la santé mentale est relayée au second rang des services de santé. Au cours de la dernière décennie, les services en santé mentale ont quitté les hôpitaux psychiatriques pour entrer dans les communautés, mais le financement n'a pas suivi. **Howard Hampton et le NPD** croient que même si les hôpitaux psychiatriques jouent une rôle important, les prestataires de soins communautaires – permettant le soutien des gens à domicile et au sein de leur communauté – sont essentiels à la santé et au bien-être des Ontariens.. C'était une des priorités du rapport Romanow.

« La santé mentale a souvent été décrite comme l'un des « enfants orphelins » de l'assurance-santé. »
– Roy Romanow

C'est pour cette raison que nous augmenterions le financement accordé aux programmes communautaires en santé mentale, ce qui constituerait une première augmentation depuis l'arrivée au pouvoir des Conservateurs et offrirait une plus grande transparence dans le financement. Nous accorderions à la santé mentale des enfants toute l'attention et l'importance qu'elle mérite; en investissant pour la réduction des listes d'attente et en accordant à un ministre du cabinet la responsabilité de la planification des services de santé mentale des enfants dans tous les ministères du gouvernement et en le tenant responsable de leur effet global. Nos enfants ne méritent rien de moins.

Howard Hampton et le NPD croient que nous ne pouvons laisser les personnes atteintes de maladies mentales à elles mêmes, sans soutien et sans ressources. Nous construirions 7 200 unités de logement avec services de soutien.

Enfin, nous ne pouvons continuer d'isoler les programmes en santé mentale. La plupart des personnes souffrant de problèmes mentaux reçoivent leur traitement des médecins de premier recours. À la filiale Windsor-Essex de l'Association canadienne pour la santé mentale, une infirmière praticienne dispense très efficacement les soins de première ligne en santé mentale. Il serait temps de tirer parti de cet exemple. C'est pour cette raison que le NPD garantirait un réseau grandement élargi de Centres de soins communautaires comptant des professionnels de la santé formés pour dispenser des soins en santé mentale, et proposant des solutions locales aux citoyens locaux.

Le pouvoir des citoyens, c'est le soutien des gens souffrant de maladies mentales à domicile et dans leur communauté.

Le pouvoir des citoyens c'est aussi dispenser des services en santé mentale au niveau des soins de première ligne, par l'entremise des Centres de santé communautaires.

Solution pratique nº 11 : Sauver des vies en améliorant l'accès à leurs dossiers pour les personnes adoptées et pour les parents biologiques.

Une récente recherche à propos des maladies génétiques démontre clairement que le fait de ne pas laisser les personnes adoptées connaître leurs antécédents médicaux équivaut dans bien des cas à une condamnation à mort prématurée.

Howard Hampton et le NPD s'empresseraient d'adopter la loi 77, développée et mise en valeur par la députée de Toronto-Danforth, Marilyn Churley. La loi 77 améliorerait l'accès à leurs dossiers pour les personnes adoptées et pour les parents biologiques. Cette très nécessaire demande de renseignements relatifs à l'adoption sauverait des vies en donnant aux personnes adultes

adoptées accès à leur propre dossier d'adoption et aux antécédents médicaux de leur famille. Actuellement, les personnes adoptées de l'Ontario, dont le nombre dépasse les 300 000, ne reçoivent aucun bénéfice des programmes de dépistage pour la détection de maladies graves. Le projet de loi 77 a reçu une première et une deuxième lecture en Chambre, et des audiences de comité ont été tenues. Par contre, les Conservateurs et les Libéraux ont bloqué son adoption finale.

Le pouvoir des citoyens signifie la garantie d'accès aux importants dossiers de naissance aux personnes adoptées et aux parents biologiques, pour sauver des vies.

Solution pratique nº 12 : Se remettre au travail en aidant les gens à rester en santé – et non uniquement soigner les malades – en présentant un plan ambitieux de santé préventive, comprenant une stratégie globale sur la consommation du tabac.

Une population en meilleure santé signifie une utilisation plus efficace de notre système de soins de santé. Notre plan comprend une stratégie globale sur la consommation du tabac qui aide les fumeurs à cesser de fumer, et surtout à ne pas recommencer à fumer, plus de cliniques pour arrêter de fumer, un service de counseling 24 heures sur 24 , et la réduction de l'usage du tabac chez les jeunes en exigeant des détaillants qu'ils gardent les produits du tabac hors de la vie, derrière les comptoirs.

Le pouvoir des citoyens signifie que la meilleure façon de garder les gens en santé et de leur offrir une environnement sain. Le smog tue des milliers de personnes et le plan du NPD pour la fermeture des centrales au charbon de l'Ontario d'ici 2007 en sauvera un nombre incalculable. Protéger la qualité de l'eau potable à la source, réduire le nombre de véhicules qui empruntent des rues déjà encombrées, encourager l'utilisation du transport en commun grâce à des tarifs moins élevés, veiller à ce que les enfants soient plus en sécurité autant dans la cour d'école qu'à la maison, voter des lois sur l'étiquetage qui nous permettent de savoir ce que l'on mange, réduire la violence faite aux femmes, favoriser la conservation de l'énergie et trouver des solutions pratiques à certaines causes sociales de mauvaise santé - la pauvreté, l'itinérance, l'inégalité et l'analphabétisme, pour n'en nommer que quelques-unes – sont autant de clés pour bâtir un Ontario en santé.

Le pouvoir des citoyens, c'est aider les gens, en premier lieu, à demeurer en santé.

Des solutions pratiques pour d'excellentes écoles

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour des écoles excellentes :

- Reverser immédiatement 2 milliards $ dans nos écoles et salles de classe, et appliquer toutes les recommandations du Groupe de travail sur l'égalité en éducation pour garantir que chaque école soit une école excellente.
- Faire preuve de responsabilité auprès du public en s'empressant d'adopter une Charte des droits en éducation ; cette charte enchâsserait l'obligation d'offrir une éducation publique de qualité, et un droit juridique à chaque élève en Ontario.
- Investir dès les premières années de l'enfance pour assurer le meilleur départ à l'élève en offrant la pré-maternelle et la maternelle à temps plein.
- Veiller à ce que tous les étudiants aient l'occasion d'acquérir les compétences dont ils ont besoin.
- Remplacer les tests coûteux des Conservateurs par d'autres types de tests qui évaluent les forces de l'élève et ses besoins véritables. Investir l'argent économisé dans le but d'aider les étudiants à s'améliorer.
- Éliminer le crédit d'impôt pour les écoles privées et utiliser l'argent pour viser l'excellence dans chaque école publique. N'accorder aucun fonds publics aux écoles privées.

Le pouvoir des citoyens signifie la compréhension du fait que l'éducation constitue le plus important investissement que nous pouvons faire dans nos gens. Nous nous assurerons que chaque école est excellente, peu importe qu'elle soit située dans un quartier aisé ou non. Les Conservateurs et les Libéraux favorisent le choix de l'école, ce qui signifie que les parents des quartiers où les revenus sont plus élevés peuvent choisir les écoles qu'ils souhaitent pour leurs enfants alors que les parents dont les revenus sont modestes doivent se satisfaire du reste.

Le pouvoir des citoyens signifie un engagement à réduire l'écart entre les étudiants peu productifs et les étudiants très performants. Cela signifie un investissement pour le bénéfice des étudiants, pour qu'ils aient tous une chance égale d'atteindre l'excellence. Cela signifie faire la promotion des critères les plus élevés dans nos écoles.

Solution pratique nº1 : Reverser immédiatement 2 milliards $ dans nos écoles et salles de classe, et appliquer toutes les recommandations du Groupe de travail sur l'égalité en éducation.

Le rapport du Groupe de travail sur l'égalité en éducation de Mordechai Rozanski confirme ce que parents, étudiants, personnel et professeurs savaient déjà : nos écoles ont beaucoup souffert depuis que les Conservateurs ont entamé leurs compressions et leurs réductions en 1995. Tandis que les Conservateurs faisaient une série d'annonces et de répétition d'annonces à la suite du rapport du Dr Rozanski, ils ne faisaient que commencer à remettre les 2 milliards $ qu'ils avaient préalablement retirés de nos salles de classe. Un saupoudrage pré-électoral d'annonces n'est pas ce dont le système d'éducation a besoin.

«Le groupe de travail Rozanski est la preuve que le programme des compressions en éducation des Conservateurs au cours des sept dernières années était complètement néfaste.»
– Howard Hampton, chef du NPD.

Howard Hampton et le NPD reverseraient IMMÉDIATEMENT le montant total identifié par Rozanski – 2 milliards $ incluant l'inflation – dans nos écoles et nos salles de classe. Le financement de type «tablettes de chocolat» pour les fournitures scolaires essentielles doit cesser. Notre fonds d'excellence réservé à l'éducation garantirait la responsabilité et empêcherait toute intervention politique dans le financement de l'éducation.

Les conseils scolaires doivent avoir la capacité de répondre aux besoins de leur communauté locale. Cessons cette distinction artificielle entre «enseignant» et «non enseignant» et reconnaissons que l'école, particulièrement dans les régions rurales, constitue le cœur d'une communauté.

Howard Hampton et le NPD veilleront à ce que chaque école détienne ce dont elle a besoin pour être excellente, y compris des manuels pour chaque étudiant, la propreté et la sécurité, des services d'éducation spécialisée pour tous ceux qui en ont besoin, de l'anglais ou du français langue seconde pour ceux qui en ont besoin, ainsi que directeur, bibliothécaire et professeur d'éducation physique dans chaque école.

De plus, **Howard Hampton et le NPD** garantiraient une véritable consultation des parents, professeurs, travailleurs du milieu de l'éducation, directeurs et de la communauté avant toute nouvelle réforme. Des politiques et des réformes de l'éducation seront dictées par la recherche et non par la politique.

Solution pratique nº 2 : Faire preuve de responsabilité auprès du public en s'empressant d'adopter une Charte des droits en éducation ; cette charte enchâsserait l'obligation d'offrir une éducation publique de qualité, et un droit juridique à chaque élève.

Howard Hampton et le NPD s'empresseraient d'adopter une Charte des droits en éducation, similaire à la Loi canadienne sur la santé, qui ferait des principes de l'éducation publique, la loi en Ontario. La Charte débuterait par les mots qui résument le mieux en quoi consiste l'éducation publique :

«Chaque enfant doit avoir l'occasion d'atteindre l'excellence dans le système public d'éducation.» Quatre principes essentiels sont enchâssés dans la Charte des droits en éducation du NPD :

- **Accessibilité** : Chaque enfant a un accès garanti à l'éducation, libre de tout obstacle financier ou de tout autre obstacle (par exemple : frais d'utilisation, enseignement à l'enfance en difficulté)
- **Universalité** : Chaque enfant a droit à la même qualité élevée d'éducation publique. L'éducation d'un enfant ne devrait pas dépendre de la région de la province ou du quartier qu'il ou elle habite.
- **Représentativité** Chaque enfant a droit à une éducation publique qui répond aux besoins et objectifs individuels. Par exemple, les étudiants qui éprouvent des difficultés devraient obtenir l'aide dont ils ont besoin et avoir l'occasion d'atteindre leurs objectifs scolaires plutôt que de se décourager et être poussés à décrocher.
- **Administration publique** Chaque enfant a le droit de fréquenter une école publique dont le financement et l'entretien sont adéquats, et qui n'est pas gérée en fonction des profits.

Howard Hampton et le NPD nommeraient un nouveau et puissant commissaire scolaire qui ferait directement rapport à l'Assemblée législative. Le commissaire appliquerait la nouvelle charte en matière d'éducation et ferait rapport à savoir si le ministre de l'Éducation de l'Ontario resserre l'écart en éducation, veille à ce que chaque école soit excellente et que tous les étudiants obtiennent une chance égale de réussir tout en faisant la promotion de critères de qualité en éducation.

Solution pratique nº 3 : Investir dès les premières années de l'enfance pour assurer le meilleur départ à l'élève en offrant la pré-maternelle et la maternelle à temps plein.

Howard Hampton et le NPD investiraient dans nos plus jeunes élèves en offrant à ceux qui le souhaitent la pré-maternelle et la maternelle à temps plein. Ceci ferait partie d'une stratégie d'apprentissage à la petite enfance incluant l'expansion de services de garde réglementés, abordables et de qualité pour s'assurer que chaque enfant est prêt à apprendre lorsqu'il entre à l'école.

Solution pratique nº 4 : Veiller à ce que tous les étudiants aient l'occasion d'acquérir les compétences dont ils ont besoin.

Faire de chaque école une école excellente signifie rendre accessible à tous les étudiants les programmes pratiques basés sur la compétence, peu importe où ils habitent. Actuellement, trop d'étudiants décrochent au niveau secondaire. Selon une étude de Queen's University, 25 pour cent des étudiants du secondaire de l'Ontario décrocheront. À Toronto, ce taux atteint 29 pour cent. Les politiques des Conservateurs n'ont qu'aggravé la situation. En vertu du nouveau programme d'enseignement, seulement 36 pour cent des étudiants inscrits au volet pratique

complètent présentement 16 cours après deux années d'école secondaire. Ce taux était de 57 pour cent sous l'ancien système. Et il existe un fort lien entre le taux de décrochage et le lieu de résidence des étudiants. À Toronto, 30 pour cent des étudiants vivant dans les quartiers à revenus plus modestes échouent plus d'un cours de 9e année, en comparaison avec seulement 9 pour cent chez les étudiants des quartiers plus aisés.

Howard Hampton et le NPD croient que le système public d'éducation ne doit laisser aucun étudiant en retard sur les autres élèves. Tout étudiant qualifié doit avoir une juste possibilité de fréquenter le collège ou l'université. Pourtant, si un étudiant fait partie des 80 pour cent qui ne fréquenteront pas l'université, le système d'écoles publiques doit pouvoir lui fournir les compétences dont il a besoin pour obtenir un bon départ dans la vie. Le plan École-destination-Travail du NPD est une solution pratique qui permettra aux étudiants d'exceller. Il proposerait :

- une formation et une expérience en milieu de travail grâce à des programmes de coopération détenant les ressources adéquates pour fournir aux étudiants les compétences qu'ils peuvent réellement utiliser.
- un lien entre les programmes au secondaire et la formation d'apprentissage et de pré-apprentissage dans lesquels les étudiants reçoivent de l'aide dans le but de trouver des employeurs commanditaires.
- travailler en étroite collaboration avec les groupes d'employeurs et les syndicats pour créer des programmes scolaires qui répondent précisément aux besoins actuels de la société du savoir.

Solution pratique no 5 : Remplacer les tests coûteux des Conservateurs par d'autres types de tests qui évaluent les forces de l'élève et l'aide dont il a besoin. Investir l'argent économisé dans le but d'aider les étudiants à s'améliorer.

Trop souvent, l'évaluation de l'étudiant a pris, sous les Conservateurs, une saveur politique. **Howard Hampton et le NPD** se concentreraient sur ce qui compte le plus : aider les étudiants à exceller et faire preuve de responsabilité envers les parents. Il existe un vrai problème en éducation : il s'agit de l'inégalité des chances. Il est impérieux de s'y attaquer, et d'assurer les parents que tous les efforts nécessaires seront faits pour offrir à leur fille ou à leur fils une chance équitable de réussir.

Chaque étudiant participera à des tests d'aptitudes à lire et à écrire ainsi qu'à des tests de mathématiques, à l'échelle provinciale, en 3e, 6e, 9e (mathématiques) et 10e (lecture et écriture) années. Contrairement aux tests standardisés, ces nouveaux tests seront diagnostiques et effectués en début d'année scolaire. Ils procureront aux étudiants, parents, professeurs et administrateurs de l'enseignement, les outils nécessaires au développement de plans d'action scolaires et

individuels, dans le but d'aider les étudiants à réussir. Ils seront utilisés pour soutenir le progrès de l'étudiant au fil des années scolaires, et non pour le freiner. Les résultats contribueront aussi à déterminer si une école a besoin de ressources additionnelles.

Les tests seront élaborés par des professeurs de l'Ontario et réalisés localement. Les professeurs détiendront les outils d'analyse des résultats afin de rehausser l'apprentissage des étudiants. Ils seront administrés à l'échelle locale. Les conditions du milieu, dont l'anglais ou le français langue seconde et les besoins spéciaux en éducation seraient pris en compte dans l'analyse des résultats. Résultats qui seront partagés avec les étudiants, leurs parents, leurs professeurs, et avec les administrateurs de l'école. Ils ne seront pas utilisés pour classer les étudiants, les écoles ou les districts scolaires à titre de gagnants ou de perdants.

Le commissaire en éducation veillera à ce que les résultats des tests soient utilisés de façon à réduire l'écart en éducation et à rehausser les critères de qualité en éducation.

Solution pratique n° 6 : Éliminer le crédit d'impôt pour les écoles privées et utiliser l'argent pour viser l'excellence dans chaque école publique. N'accorder aucun fonds publics aux écoles privées.

L'argent des contribuables ne devrait pas servir à soutenir des écoles privées à but lucratif. Toutes les ressources disponibles devraient être réservées à la constitution d'un système d'éducation public de haute qualité à l'intérieur duquel chaque école est excellente et grâce auquel les parents ne se sentent pas obligés de choisir une école privée pour leurs enfants afin qu'ils obtiennent une bonne éducation. De cette façon, 500 millions $ seraient dirigés chaque année dans l'amélioration du système d'écoles publiques.

Des solutions pratiques pour l'électricité publique

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour une électricité fiable et abordable :

- Conserver notre électricité entre les mains du secteur public. Mettre fin immédiatement à la privatisation et à la déréglementation de l'électricité.
- Créer Efficacité Ontario pour être à l'avant-garde dans l'adoption de mesures écologiques et économiques en vue d'une efficacité énergétique, pour que les gens puissent consommer moins d'électricité, de gaz et de mazout.
- Garantir dans le cadre d'une loi que d'ici 2010, au moins 10 pour cent et d'ici 2020, au moins 20 pour cent de notre électricité sera produite à partir de ressources écologiques et renouvelables.
- Assurer une plus grande responsabilité auprès du public quant à notre réseau d'énergie publique en créant une nouvelle Commission des services publics.
- Imposer un moratoire sur la création de nouvelles centrales nucléaires; améliorer la qualité de notre air en fermant ou en convertissant les centrales au charbon de l'Ontario d'ici 2007, et investir dans la production de nouvelles sources d'énergie propre et renouvelable pour assurer de l'électricité fiable au prix coûtant pour les abonnés ontariens.

«Pensez à votre facture d'électricité lorsque vous voterez.»

Il y a cent ans, une «électricité au prix coûtant» fournie par «the people's power company» arrivait en Ontario. Le premier ministre conservateur de l'époque avait déclaré que notre électricité «ne devrait pas, à l'avenir, être à la merci des capitalistes et devrait être considérée comme un bien de grande valeur appartenant aux citoyens de l'Ontario.» Les citoyens de tous les coins de l'Ontario avaient à l'époque voté massivement lors d'un référendum pour conserver l'électricité entre les mains du secteur public et pour éviter qu'elle se retrouve entre les mains de barons puissants et avides de profits.

C'est grâce à un réseau d'électricité publique que le Nord de l'Ontario et les régions rurales ont obtenu de l'électricité à l'origine.

Aujourd'hui, au XXIe siècle, les Conservateurs souhaitent faire don de notre patrimoine dans le secteur électrique. Appuyés par les Libéraux de McGuinty, les Conservateurs ont déréglementé le marché de la production d'électricité et ont tenté de vendre Hydro One le réseau de distribution. De la même façon qu'il y a 100 ans, les citoyens ont revendiqué et les Conservateurs ont été forcés de faire volte-face. Et les Libéraux ont fait «volte» pour que les Conservateurs puissent faire «face».

Mais l'énergie publique a-t-elle été préservée? Non, pas encore.

C'est l'enjeu de cette élection.

Les Conservateurs ont établi un plafond aux prix de détail jusqu'à l'élection. Ils ont affirmé qu'ils ne vendraient pas Hydro One. Et s'ils sont réélus? La loi demeurera à l'ordre du jour.

Les Conservateurs et les Libéraux peuvent vendre Hydro One et nos centrales électriques en moins de temps qu'il n'en faut pour dire «pouvoir des citoyens». Et ne doutez pas qu'ils le feront.

Le fait de plafonner les prix payés par les consommateurs sans réglementer le prix auquel l'électricité est produite et achetée ne peut fonctionner. Les gens d'affaires savent qu'acheter à un prix élevé et vendre à un prix bas n'est pas intelligent. Les froides journées d'hiver et les chaudes journées d'été qui font partie de la vie en Ontario signifient aussi des pannes d'électricité généralisées ou localisées et des tarifs plus élevés. Si un plafond de tarifs est établi, vous paierez tout de même plus, que ce soit des impôts fonciers plus élevés ou un remboursement plus élevé de la dette, mais vous savez que vous paierez.

«Le gels des tarifs d'électricité du gouvernement provincial coûte 850 000 $ à la ville de Cambridge – une somme qui sera compensée par les contribuables fonciers de la municipalité… Les pauvres propriétaires se retrouvent avec la facture, d'une façon ou d'une autre…La pénurie d'électricité fera augmenter le compte d'impôt foncier de Cambridge de deux pour cent cette année.»
Kitchener-Waterloo Record, 25 janvier 2003

C'est pour cette raison que le plafonnement de prix des Conservateurs/ Libéraux est une telle escroquerie. C'est ni plus ni moins comme acheter des votes jusqu'à l'élection.

«Le gel des tarifs d'électricité va fondre rapidement à la suite de l'élection et chaque consommateur se retrouvera à nouveau à la merci de prix plus élevés, d'une dette plus grande et de plus de pénuries d'approvisionnement. C'est ce qui s'est passé partout sur la planète dans un régime de privatisation et de déréglementation.»
– Howard Hampton, Chef, NPD de l'Ontario

«Ce gouvernement n'est pas celui des gens pauvres. Il n'obtiendra pas mon appui lors des prochaines élections même si le montant du chèque de 75 $ avait été plus élevé. Ce qui est arrivé à notre facture d'électricité au cours des derniers mois n'aurait jamais dû se produire.»
Jeune homme cité dans le Hamilton Spectator, 6 janvier 2003.

«J'ai travaillé au sein de cette industrie [électricité] et j'y travaille toujours, mais je suis forcé d'admettre que la déréglementation ne fonctionne pas.»
– Travailleur de l'industrie de l'électricité, Toronto Sun, 12

Howard Hampton et le NPD ont une solution pratique. Une électricité publique, réglementée et au prix coûtant. La chose était sensée il y a un siècle. Elle l'est toujours autant aujourd'hui. Mais ce n'est qu'une partie de la solution pour ce XXIe siècle. Nous avons aussi besoin d'une action ferme afin de conserver notre électricité, réduire nos besoins de consommation et nos coûts, mais aussi pour se tourner vers une énergie plus propre, moderne et renouvelable.

Le pouvoir des citoyens signifie que l'électricité qui nous appartient tous et dont nous avons besoin doit demeurer entre les mains du secteur public.

Le pouvoir des citoyens, c'est de l'électricité abordable, fiable, redevable démocratiquement et propre, pour les propriétaires et les locataires, pour les petites entreprises, les exploitants de fermes et l'industrie.

Le pouvoir des citoyens c'est aller de l'avant, vers un avenir économe en énergie et durable d'un point de vue environnemental.

Solution pratique nº 1 : Conserver notre électricité entre les mains du secteur public. Mettre fin immédiatement à la privatisation et à la déréglementation de l'électricité.

«D'un bout à l'autre du processus de privatisation de l'électricité en Ontario, Dalton [McGuinty] et les Libéraux de l'Ontario se sont avérés de fidèles partisans de l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence en Ontario.»

– Lettre pour une activité de financement libérale adressée à des intérêts particuliers privés du secteur de l'énergie, 31 octobre 2001.

Seule une annulation immédiate et décisive de la privatisation et de la déréglementation nous permettra de conserver une électricité abordable et fiable. Tant et aussi longtemps que ces preneurs de commissions privés, ces preneurs de profits et ces preneurs d'honoraires contrôlent une part de notre électricité, les prix continueront à grimper. Des prix élevés et des pannes de courant généralisées ont marqué l'expérience de la Californie, et partout ailleurs dans le monde où l'on a fait l'essai de le déréglementation. Ne vous laissez pas impressionner par le plafonnement des prix temporaire à saveur de promesse électorale. Vous paierez la note à coup sûr – si ce n'est pas plus tôt par le biais de taxes plus élevées, ce sera plus tard lorsque les tarifs de l'électricité deviendront exorbitants – peu importe qui des Conservateurs ou des Libéraux prennent le pouvoir.

Les investisseurs privés et leurs consultants l'admettent : les Conservateurs privatiseront l'électricité à la suite de l'élection. **Souvenez-vous de ce qui s'est passé lorsqu'ils ont privatisé l'autoroute 407 – d'importantes augmentations de coûts et un service atroce, grâce à des ententes secrètes négociées à huis clos. Nous ne pouvons les laisser avoir la partie belle une fois de plus.**

«Chaque fois que Eves fait «volte», McGuinty ne peut s'empêcher de faire «face». Il n'y a que le chef du NPD, Howard Hampton, qui soit conséquent à ce sujet en s'opposant à toute forme de privatisation de l'électricité depuis le début.»

L'électricité publique au prix coûtant est abordable et fiable. L'électricité privée n'est ni l'un, ni l'autre. Seuls **Howard Hampton et le NPD** sont clairement en faveur d'une énergie publique abordable et fiable.

Solution pratique nº 2 : Créer Efficacité Ontario pour être à l'avant-garde dans l'adoption de mesures écologiques et économiques en vue d'une efficacité énergétique, pour que les gens puissent économiser en consommant moins d'électricité, de gaz et d'huile de chauffage.

Dans un marché déréglementé et privatisé comme celui que privilégient les Conservateurs et les Libéraux, ceux qui recherchent le lucre personnel ne sont

BRASCAN A ASSÉCHÉ LE LAC ET REMPLI SES COFFRES

L'été dernier, lorsque les prix de l'électricité ont grimpé en flèche, Great Lakes Power, qui appartient au conglomérat Brascan, a transformé le lac Rocky Island, situé près de Sault-Ste- Marie, en ce qu'on peut maintenant appeler le désert Rocky Island. Brascan, une compagnie d'énergie privée qui brasse de grosses affaires, a choisi de réaliser un profit rapide, transformant le lac en un platin de sable jonché de souches d'arbres. Les poissons du lac sont morts et les exploitants d'entreprises touristiques ont souffert. Brascan a fait un don de 150 000 $ pour la campagne à la direction du parti conservateur du premier ministre Eves et a empoché d'énormes profits grâce à la privatisation de l'électricité. – Howard Hampton, chef du NPD affirme ce qui suit: «Nous continuerons à lutter pour nous assurer que l'électricité de l'Ontario reste entre les mains du public. Ce qui s'est passé au lac Rocky Island ne doit plus jamais se reproduire.»

pas intéressés à l'efficacité énergétique. Plus vous consommez d'énergie, plus vous laissez fonctionner longtemps votre climatiseur, plus ils empochent de profits. Ils ne se préoccupent pas de l'environnement. Ils ne cherchent pas à savoir de quelle façon vous pourriez économiser de l'argent.

Howard Hampton et le NPD créeraient une nouvelle agence – Efficacité Ontario – qui s'autofinancerait, et bien plus. Voici comment celle-ci fonctionnerait :

Efficacité Ontario établirait et ferait observer des critères de modernisation d'immeubles, recommanderait les meilleures technologies et pratiques, accorderait une certification d'efficacité énergétique aux entrepreneurs, surveillerait les résultats et éduquerait la population à propos de la conservation et de l'efficacité. Efficacité Ontario travaillerait de concert avec les commissions électriques locales pour vous prêter l'argent qui vous permettra de mettre en oeuvre des mesures réduisant de façon permanente la consommation d'électricité et de gaz de votre maison, de votre école ou de votre lieu de travail. Le coût serait récupéré au fil du temps sur votre facture d'électricité ou de gaz. Et votre facture à la suite de la modernisation ne serait pas plus élevée qu'avant cette modernisation. En fait, une fois le coût de la modernisation récupéré, vous conserveriez 100 pour cent des économies réalisées – une sorte de dividende d'efficacité énergétique. Et les économies réalisées seraient considérables.

Efficacité Ontario économisera l'énergie et vous fera économiser de l'argent. Et ce n'est pas tout. Peu d'immeubles en Ontario sont aussi efficaces énergétiquement qu'ils devraient l'être. Si l'on

L'annonce selon laquelle la vente d'Hydro One n'aura pas lieu est bien plus un délai qu'une annulation permanente. Qui a besoin de controverse à l'approche d'une élection?»
– Peter Budd, chef de file de l'industrie privée de l'électricité, admettant que les amis «corporatifs» des Conservateurs s'attendent à ce que l'électricité soit privatisée si les Conservateurs sont réélus.

«Eves a battu en retraite sur tellement d'enjeux, du droit à un marché libre en passant par la fixation des tarifs de l'électricité et par l'augmentation des frais pour les maisons de soins infirmiers qu'il projette l'image d'une personne prête à abandonner tout principe si la moindre protestation surgit.

«Le chef libéral Dalton McGuinty a réalisé presque toutes les volte-face possibles. Lors de la plus récente, il s'est montré en faveur et ensuite contre la privatisation de la distribution d'électricité et le gel des tarifs d'électricité.

«Ni l'un, ni l'autre n'a convaincu les électeurs qu'il avait la capacité de choisir des politiques auxquelles il adhérerait ni démontré la confiance et l'assurance auxquelles ils sont en droit de s'attendre de la part d'un chef.

«À l'opposé, le chef néo-démocrate Howard Hampton, comme l'ont reconnu certains de ses adversaires, a été un modèle de cohérence, d'abord contre la privatisation des actifs d'électricité et ensuite contre un marché de tarifs libre, parmi d'autres positions.»

– Chroniqueur à Queen's Park, Welland Tribune, 9 janvier 2003

utilisait les matériaux et technologies actuels, nous pourrions réduire notre consommation d'énergie d'au moins 40 pour cent. Moins de centrales électriques seraient alors nécessaires. Les coûteuses importations d'électricité provenant des États-Unis seraient réduites. Des centaines, probablement des milliers d'emplois seraient créés pour rendre des maisons, des bureaux, des magasins, des hôpitaux et des usines plus efficaces d'un point de vue énergétique.

Solution pratique nº 3 : Garantir dans le cadre d'une loi que d'ici 2010, au moins 10 pour cent et que d'ici 2020, au moins 20 pour cent de notre électricité sera produite à partir de ressources écologiques et renouvelables.

Howard Hampton et le NPD demandent depuis longtemps la fermeture des polluantes centrales au charbon de l'Ontario. Toutefois, leur conversion au gaz d'ici la date cible de 2007 est une partie de la solution. Un solide leadership est nécessaire dans le but de réaliser notre vision d'une énergie publique propre et renouvelable. D'autres pays ont eu cette bonne idée. Le Danemark, avec une population équivalant à la moitié de celle de l'Ontario, produit déjà près de 20 pour cent de son énergie grâce au vent seulement. Manitoba Hydro et Hydro-Québec, toutes deux de propriété publique, accordent leur préférence à l'énergie éolienne. À une plus petite échelle, nous avons une éolienne surplombant l'enceinte de l'Exposition nationale canadienne à Toronto, grâce au travail acharné et à la vision de la Coopérative d'énergie renouvelable de Toronto. L'énergie éolienne, l'énergie solaire, la biomasse, des milliers de petits sites au fil de l'eau non développés d'un bout à l'autre de la province – il existe un potentiel important pour domestiquer une énergie publique propre et renouvelable. Au fur et à mesure que le temps avance et que la technologie évolue, l'énergie propre et renouvelable devient plus abordable. Nous pouvons y arriver.

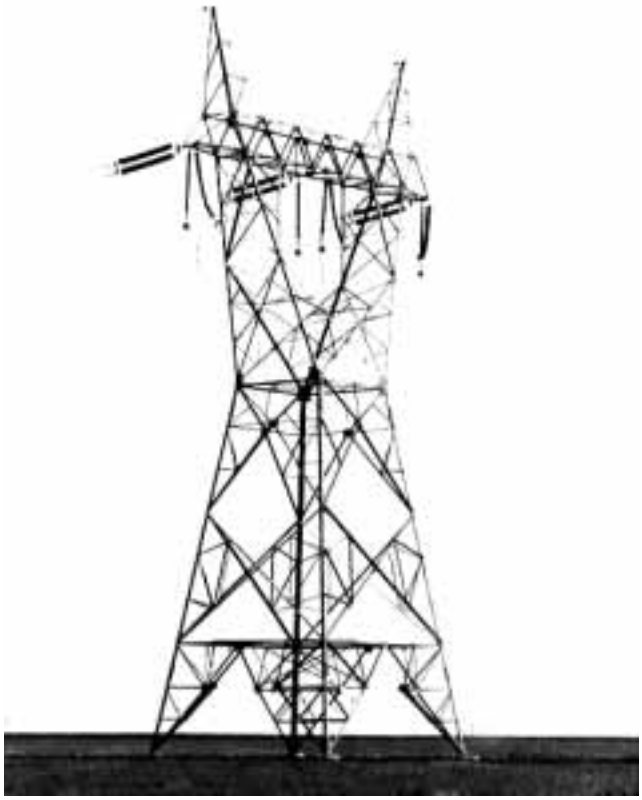
Solution pratique nº 4 : Assurer une plus grande responsabilité auprès du public quant à notre réseau d'énergie publique en créant une nouvelle Commission des services publics.

Notre électricité publique a été créé par la démocratie – plus de cent référendums municipaux dans des communautés de l'Ontario – et nous devons veiller à ce que la démocratie soit la pierre angulaire de notre système d'énergie publique en ce XXIe siècle. **Howard Hampton et le NPD** garantiraient une responsabilité démocratique à l'égard du public par l'entremise d'une nouvelle Commission des services publics qui détiendrait la compétence, l'expertise et les ressources pour diriger efficacement le système d'énergie publique. Toutes les nouvelles centrales proposées devraient être approuvées par la Commission des services publics. Celle-ci déterminerait également le prix coût actuel et juste de l'électricité pour éviter les exorbitants et flambants sommets de prix que nous avons vus en 2002.

Solution pratique nº 5 : Imposer un moratoire sur la création de nouvelles centrales nucléaires; améliorer la qualité de notre air en fermant ou en convertissant les centrales au charbon de l'Ontario d'ici 2007, et investir dans la production de nouvelles sources d'énergie propre et renouvelable pour assurer de l'électricité fiable au prix coûtant pour les abonnés ontariens.

Les Conservateurs ont commencé et les Libéraux ont terminé la centrale nucléaire de Darlington qui a dépassé son budget de plus de 10 milliards $. Les Néo-démocrates ont lutté contre la centrale Darlington depuis le tout début. Les Conservateurs continuent de verser des milliards dans les centrales nucléaires existantes alors que des sommes bien moins importantes pourraient être utilisées à meilleur escient si elles étaient investies résolument dans des programmes d'économie d'énergie et d'épargne, et dans des projets d'énergie renouvelable. En fait, grâce à des programmes d'efficacité énergétique, à des centrales électriques et des centrales au gaz de moindre envergure pour remplacer le charbon, l'énergie publique est de loin la meilleure façon que nous avons pour répondre à nos besoins continus en électricité. Le temps est venu de dire «Assez!» aux méga projets.

Howard Hampton et le NPD ne construiraient aucune nouvelle centrale nucléaire.



Solutions pratiques pour de l'eau et de l'air purs

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour de l'air et de l'eau purs :

- Conserver l'eau potable - la distribution et les tests d'eau potable - sous le contrôle du secteur public.
- Adopter sans délai la Loi sur la protection des sources d'eau potable de l'Ontario proposée par le NPD afin de garantir la protection de l'eau, depuis la source jusqu'au robinet.
- Assainir l'air en fermant puis en convertissant d'ici 2007 les centrales au charbon et mettre en œuvre des programmes dynamiques d'efficacité énergétique et de conservation.
- Réduire les déchets en élaborant des programmes dynamiques de recyclage et de compostage et en interdisant les sites d'enfouissement gigantesques et l'incinération municipale des ordures.
- Mettre en application une Loi sur l'aménagement écologique musclée afin de combattre l'étalement urbain et de préserver contre le développement les terres agricoles et humides précieuses et d'autres aires naturelles importantes telles que la moraine d'Oak Ridges.
- Rétablir la limite de 260 hectares sur les coupes à blanc et mettre en application les pratiques en matière de foresterie durable de manière à protéger la santé de la forêt et l'économie locale.
- Imposer l'étiquetage obligatoire des aliments modifiés génétiquement et des aliments irradiés afin que les consommateurs sachent ce qu'ils mangent.
- Élaborer une stratégie musclée et exécutoire afin de préserver les espèces à risque et leurs habitats et de restaurer les parcs qui sont négligés.
- Mettre en œuvre des mesures rigoureuses de contrôle des importations et des rejets de déchets toxiques.
- Réintroduire la participation des citoyens à la protection de l'environnement.
- Prendre des mesures relativement aux causes environnementales de maladie.

Rien n'est aussi essentiel que l'eau que nous buvons.

Le pouvoir des citoyens signifie conserver l'eau potable sous le contrôle du secteur public. L'eau appartient à chacun de nous. L'eau potable ne doit pas être une source de profits pour le secteur privé – ni par la distribution ni par les tests d'eau potable.

L'empoisonnement de 2 000 personnes et le décès de sept résidants de Walkerton ont ébranlé les Ontariens au plus haut point. Les gens ne sont pas censés mourir des suites de la consommation d'eau potable dans une province aussi riche que l'Ontario. Mais cela s'est produit. Le fait que cette tragédie ait été entièrement évitable est doublement pénible. Avant tout, bien sûr, il y a la tragédie humaine pour les résidants de Walkerton. Mais il y aussi l'aspect tragique des priorités faussées, où les réductions de taxes pour les bien nantis l'ont emporté sur la sécurité et la santé des résidents de l'Ontario.

Le licenciement de la moitié du personnel du ministère de l'Environnement est sans contredit attribuable aux réductions de taxes des Conservateurs et aux programmes de privatisation. Il ne fait aucun doute que la perte d'au moins 850 professionnels a contribué à l'empoisonnement de Walkerton. ***Howard Hampton et le NPD*** sont déterminés à ce qu'une tragédie comme celle de Walkerton ne se reproduise jamais.

« Les Conservateurs ont emboîté le pas à notre Loi sur la qualité de l'eau potable. Mom projet de loi sur **la protection des sources d'eau potable de l'Ontario** constitue la prochaine étape logique. Il est impossible de garantir la qualité de l'eau sans en protéger la source. »
– Marilyn Churley, porte parole du NPD sur l'environnement, députée de Toronto Danforth

Solution pratique nº 1 : Conserver l'eau potable – la distribution et les tests d'eau potable – sous le contrôle du secteur public. Donner aux municipalités les fonds nécessaires pour exploiter et maintenir correctement les systèmes d'égouts et d'aqueduc.

« Ils ont fait la moitié du travail. »
– Bruce Davidson, Concerned Walkerton Citizens – citoyens inquiets de Walkerton, en se référant à l'inaction du gouvernement

Lorsqu'il s'agit de l'eau potable, il ne faut pas lésiner sur la qualité en faveur des profits ni permettre aux gestionnaires de rogner sur les coûts. L'effritement et le vieillissement des systèmes d'épuration et de distribution d'eau résultent du fait que le gouvernement conservateur s'est déchargé de ses responsabilités. En fermant les laboratoires publics de vérification de la qualité de l'eau, les Conservateurs ont forcé les municipalités à recourir à des laboratoires privés. Maintenant, plusieurs laboratoires du secteur privé sont accusés d'avoir falsifié les résultats, de ne pas avoir appliqué les règles et d'avoir rogné les coûts.

Les Conservateurs ont promis de continuer à refuser aux municipalités les crédits dont elles ont besoin pour remettre en état leur infrastructure qui s'effrite. Ils ont promis de continuer à prendre des chances et à confier la vérification de la qualité de l'eau à des laboratoires privés.

Mais les Néo-démocrates n'acceptent pas de jouer avec votre eau potable.

Howard Hampton et le NPD garderont l'eau potable sous le contrôle du secteur public. Nous veillerons à ce que des systèmes exploités par le secteur public, imputables au public et bien financés distribuent de l'eau propre et sûre à tous les Ontariens. Nous rouvrirons les laboratoires publics de vérification de la qualité de l'eau afin que les municipalités aient accès à des services de vérification de l'eau fiables à prix abordable. Nous créerons un fonds de vérification de la qualité de l'eau potable afin de garantir les crédits nécessaires pour améliorer les systèmes municipaux d'épuration et de distribution de l'eau.

Solution pratique nº 2 : Adopter sans délai la *Loi sur la protection des sources d'eau potable de l'Ontario* proposée par le NPD afin de garantir que la protection de l'eau, depuis la source jusqu'au robinet.

« Plus de deux ans et demi après la tragédie de Walkerton, les inspections qui sont réalisées montrent qu'environ la moitié des usines d'épuration de l'eau de l'Ontario ne sont toujours pas capables de vérifier correctement la qualité de leur eau ou enfreignent d'autres règles de sécurité destinées à empêcher qu'une telle tragédie ne se reproduise. »
– Toronto Star, le 23 décembre 2002.

Marilyn Churley, porte parole du NPD en environnement et députée de Toronto Danforth, a travaillé avec des écologistes, des juristes-conseils et des résidents de Walkerton à l'élaboration de la Loi sur la qualité de l'eau potable. La Commission d'enquête sur la tragédie de Walkerton a recommandé l'adoption d'une telle loi le plus rapidement possible. Lorsque les Conservateurs ont finalement adopté leur propre Loi sur la qualité de l'eau potable, ils ont reconnu les contributions de Marilyn Churley, mais leur loi n'est que l'ombre de ce que Mme Churley avait proposé deux ans plus tôt.

Plus particulièrement, la loi promulguée par les Conservateurs ne renferme aucune disposition pour protéger les sources d'eau potable – les puits, les lacs et les ruisseaux – contre la contamination. En décembre, Mme Churley a de nouveau fait le travail et a présenté la Loi sur la protection des sources d'eau potable de l'Ontario à la législature. Le NPD appliquerait immédiatement cette loi et veillerait à ce que l'eau potable soit enfin protégée, depuis la source jusqu'au robinet.

La Loi sur la protection des sources d'eau potable de l'Ontario prévoit la création de conseils de planification des bassins hydrologiques partout dans la province ayant le mandat et les ressources nécessaires pour protéger la quantité et la qualité de l'eau dans les bassins hydrologiques. Ces conseils dresseraient des plans de protection des sources d'eau pour empêcher leur contamination par l'activité humaine, l'exploitation porcine intensive, l'utilisation massive et d'autres formes de développement.

« Le ministère de l'Environnement piétine en ce qui concerne le contrôle de la qualité de l'eau. »
– Le Commissaire à l'environnement de l'Ontario

Solution pratique nº 3 : Assainir l'air en fermant ou convertissant d'ici 2007 les centrales au charbon et mettre en œuvre des programmes dynamiques d'efficacité énergétique et de conservation.

En Ontario, la pollution de l'air cause l'asthme et d'autres maladies respiratoires – et elle nous tue. Selon l'Association médicale de l'Ontario, on peut attribuer à la pollution de l'air 1 900 décès prématurés, 9 800 hospitalisations, 13 000 consultations en urgence et le nombre incroyable de 47 millions de « jours de congé de maladie ». La solution réside dans la mise en œuvre immédiate du Protocole de Kyoto. Mais nous avons encore beaucoup de travail à faire pour assainir notre air. Les centrales au charbon de l'Ontario sont les principales coupables, et le NPD prendrait rapidement des mesures pour les remplacer par le gaz ou une autre source d'énergie renouvelable et, par le truchement de la nouvelle initiative d'efficacité énergétique de l'Ontario, instaurerait des mesures de réduction de la consommation d'énergie afin que nous puissions tous respirer plus facilement.

Solution pratique nº 4 : Réduire les déchets en élaborant des programmes dynamiques de recyclage et de compostage et en interdisant les sites d'enfouissement gigantesques et l'incinération municipale des ordures.

Howard Hampton et le NPD sont conscients du fait qu'il faut faire preuve d'un solide leadership pour résoudre le problème des déchets. Le NPD a mené la lutte contre le transport des ordures de Toronto à Kirkland Lake parce que la contamination des eaux souterraines de cette localité, qui sont restées à l'état originel depuis un siècle, n'est pas la solution.

Le NPD mènerait l'Ontario à l'avant-garde en ce qui concerne le traitement des ordures et la protection de l'environnement. Nous interdirions immédiatement les projets d'enfouissement gigantesques tels que celui d'Adams Mine et nous rétablirions l'interdiction d'ouvrir de nouveaux incinérateurs d'ordures municipales. Ensuite, le NPD s'emploierait à élaborer et à élargir des programmes de recyclage des produits recyclables et de compostage des déchets « humides » et à amener les producteurs à assumer la responsabilité pour les déchets d'emballage et les biens durables. Cela signifie fixer des règlements rigoureux destinés à éliminer les déchets qui aboutiront dans les sites d'enfouissement. Le NPD :

- étendrait le système de consignation des bouteilles à toutes les bouteilles d'alcool et de vin vendues par la RAO;
- travaillerait avec les municipalités pour fournir et étendre la collecte domiciliaire et le compostage des déchets humides de manière à ce qu'aucun déchet pouvant être composté ne finisse dans un site d'enfouissement;
- étendrait le programme des boîtes bleues afin qu'aucun produit recyclable ne finisse dans un site d'enfouissement;
- adopterait des programmes de consignation pour divers produits, par exemple les appareils électroniques, ce qui créerait des emplois et protégerait l'environnement.

Solution pratique nº 5 : Mettre en application une *Loi sur l'aménagement écologique* musclée afin de combattre l'étalement urbain et de préserver contre le développement les terres agricoles et humides précieuses et d'autres aires naturelles importantes telles que la moraine d'Oak Ridges.

Howard Hampton et le NPD introduiraient des lois musclées qui obligeraient la province à travailler en collaboration avec les municipalités et les agglomérations rurales afin de protéger les caractéristiques naturelles qui ont une incidence sur nos systèmes d'approvisionnement en eau et sur d'autres systèmes écologiques. Cela signifie protéger en permanence des trésors comme la moraine d'Oak Ridges, empêcher la disparition de nos terres agricoles et rétablir la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

SEULS HOWARD HAMPTON ET LE NPD SE PRONONCENT CLAIREMENT SUR LES QUESTIONS IMPORTANTES POUR VOUS.

COMPAREZ CES CITATIONS

Jusqu'à hier, le chef du Parti libéral de l'Ontario, Dalton McGuinty, ne s'était pas encore engagé à bannir les méga-porcheries. »
– Ottawa Citizen, Le 24 janvier 2003

et

« La Néo-démocrate Marilyn Churley a déclaré que les porcheries constituent une «véritable menace pour l'environnement et qu'il est essentiel d'imposer un moratoire. »
–article de La Presse canadienne, Le 23 janvier 2003

Solution pratique nº 6 : Rétablir la limite de 260 hectares sur les coupes à blanc et mettre en application les pratiques en matière de foresterie durable de manière à protéger la santé de la forêt et l'économie locale.

Howard Hampton et le NPD ont fait état, il y a plus d'un an, de la pratique du gouvernement conservateur d'autoriser les coupes à blanc sur des superficies de 10 000 hectares, en dépit du fait que la loi limite de telles coupes à des superficies de 260 hectares, sauf en cas de circonstances exceptionnelles. Le NPD mettrait immédiatement un terme à cette pratique.

Howard Hampton et le NPD travailleront avec les collectivités qui misent sur l'industrie forestière à l'élaboration de stratégies à valeur ajoutée, afin de protéger les emplois locaux en empêchant le transfert du bois des scieries et en veillant à ce que le ministère des Ressources naturelles est suffisamment bien doté en personnel pour assurer le contrôle et la gestion de nos forêts.

Solution pratique nº 7 : Imposer l'étiquetage obligatoire des aliments modifiés génétiquement et des aliments irradiés afin que les consommateurs sachent ce qu'ils mangent.

Les aliments modifiés génétiquement sont produits au moyen d'une technologie révolutionnaire, et il est encore beaucoup trop tôt pour déterminer les répercussions possibles sur la santé de la consommation de ces aliments. Entre-temps, les gens ont le droit de choisir de manger ou non des aliments créés au moyen de cette technologie.

Howard Hampton et le NPD s'assureraient que les consommateurs ont l'information dont ils ont besoin pour faire des choix éclairés en exigeant que l'étiquetage indique clairement si les aliments sont composés de produits génétiquement modifiés, en contiennent ou en sont dérivés.

Howard Hampton et le NPD aideraient les agriculteurs à faire la transition vers la production d'aliments biologiques et d'aliments et de fibres non modifiés génétiquement.

Solution pratique nº 8 : Élaborer une stratégie musclée et exécutoire afin de préserver les espèces à risque et leurs habitats et de restaurer les parcs qui sont négligés.

Howard Hampton et le NPD croient que le moment est venu de protéger les espèces à risque et leurs habitats. Sur les 60 espèces à risques, la Loi sur les espèces en voie de disparition de l'Ontario en protège 29 seulement parce que les Conservateurs ne se donnent pas la peine de prendre les dispositions pour protéger les 31 autres espèces qu'ils n'ont pas encore reconnues. Sur les 29 espèces qui sont déjà protégées en vertu de la loi, trois ont déjà disparu de l'Ontario depuis 1995. Le gouvernement n'a pas même élaboré de plans de protection de la plupart des autres espèces. Dans son rapport de 2002, le Commissaire à l'environnement condamnait l'inaction du gouvernement relativement à la protection du caribou des bois, une espèce menacée en Ontario. Le NPD prendrait immédiatement des mesures pour le protéger.

Pire encore, les parcs et les aires protégées ne sont pas protégés. Le service à la clientèle offert par le secteur privé est affreux, l'infrastructure se détériore et la plupart des parcs n'ont pas de plan d'exploitation ou de plan de mise en application des règlements. En conséquence, nos parcs publics sont ravagés.

Howard Hampton et le NPD protégeraient nos parcs et nos espèces à risque en :

- prenant immédiatement les dispositions pour effectuer le travail en retard concernant les espèces à risque et en élaborant et en mettant en œuvre de véritables programmes de protection de ces espèces afin d'éviter que d'autres ne disparaissent complètement;
- veillant à ce que les parcs aient les plans de gestion nécessaires et des outils de mise en application adéquats pour préserver l'équilibre délicat entre l'activité humaine, les habitats et les caractéristiques naturelles dans les parcs;
- éliminant la désignation « réserve récréative » des Conservateurs et en prévoyant une véritable protection pour les nouveaux parcs et les nouveaux sites en Ontario.

Solution pratique nº 9 : Mettre en œuvre des mesures rigoureuses de contrôle des importations et des rejets de déchets toxiques.

L'Ontario est considérée comme la capitale des déchets toxiques de l'Amérique du Nord. Faut-il s'en surprendre! L'importation en Ontario de déchets toxiques en provenance des États-Unis a augmenté substantiellement entre 1994 et 1999 – l'Ontario a importé 129 118 tonnes de déchets toxiques des États-Unis en 1994 et plus de 324 554 tonnes en 1999.

Actuellement, les déchets toxiques non traités en provenance des mares de goudron de Sydney, en Nouvelle-Écosse, sont déversés près de Sarnia. Les BPC sont incinérés à Cornwall et dans le comté de Northumberland. Les déchets toxiques sont expédiés à Corunna, à Breslau, à Hamilton et à Toronto. C'est grâce aux protestations bien organisées que le projet d'incinérateur géant Bennett, à Kirkland Lake, a déraillé. Les collectivités de l'Ontario sont assiégées de toutes parts.

Comment se fait-il que l'Ontario se soit hissée au sommet du tas de déchets toxiques? Les Conservateurs ont fait des déchets toxiques une industrie florissante. Les compressions du personnel au ministère de l'Environnement ont entraîné le ralentissement et l'inefficacité de la réaction à la menace posée par les déchets toxiques. Les présumées éliminations de la « bureaucratie » mises de l'avant par les Conservateurs ont affaibli les règlements concernant le traitement, le recyclage et l'enfouissement de matières dangereuses. Enfin, un affaiblissement du processus d'évaluation environnementale et la renonciation par l'Ontario à son droit prévu par la loi fédérale de passer en revue les importations de déchets toxiques qui sont proposées signifient que les citoyens se font moins entendre, que les ministères jouissent d'une plus grande latitude et que les importations de déchets toxiques ne sont assujetties à aucun examen.

Howard Hampton et le NPD mettraient en œuvre des mesures musclées pour contrôler l'importation et le rejet de déchets toxiques dans nos agglomérations et :

- introduiraient les normes de traitement, de stockage et d'élimination des matières dangereuses les plus rigoureuses en Amérique du Nord, y compris une interdiction pure et simple d'éliminer des matières dangereuses non traitées et un contrôle beaucoup plus rigoureux des impacts environnementaux;
- imposeraient des amendes plus élevées aux pollueurs, amendes qui constitueraient des mesures dissuasives beaucoup plus efficaces, et embaucheraient des inspecteurs et des préposés au contrôle en nombre suffisant pour veiller à ce que les industries respectent les nouvelles normes rigoureuses;

- travailleraient avec l'industrie à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de prévention de la pollution afin d'encourager les industries à employer la technologie et les stratégies les plus récentes pour réduire tout simplement la production de déchets dangereux;
- interdiraient les incinérateurs de déchets dangereux et élimineraient progressivement l'utilisation des incinérateurs existants en investissant dans des solutions de rechange moins nocives pour l'environnement;
- s'emploieraient à interdire de manière progressive mais dynamique l'incinération de déchets biomédicaux par l'élimination préalable des substances toxiques de ces déchets et par l'utilisation de technologies de rechange pour traiter ce qui en resterait.

Le pouvoir des citoyens signifie déclarer haut et fort que l'Ontario ne sera plus un refuge pour les déchets toxiques des autres et un endroit où on peut se débarrasser des désastres environnementaux.

Solution pratique nº 10 : Réintroduire la participation des citoyens à la protection de l'environnement.

Armés de politiques telles que la Charte des droits environnementaux du NPD, les citoyens devraient jouer un rôle actif dans la protection de notre environnement. Toutefois, les Conservateurs ont réduit à rien la Loi sur les évaluations environnementales en supprimant les outils dont les gens ont besoin pour prendre des décisions importantes au sujet de leur environnement local. Ils ont remplacé ces outils par un système d'approbation anti-démocratique qui empêche les citoyens de se faire entendre.

Howard Hampton et le NPD redonneraient du mordant à la Loi sur les évaluations environnementales et réintroduiraient la participation réelle des citoyens au processus. Cela signife rétablir l'aide financière aux intervenants de manière à ce que ceux qui ne bénéficient pas de fonds illimités puissent quand même participer au processus. Le NPD assujettirait aussi tous les ministères à la Charte des droits environnementaux, ce qui donnerait aux citoyens davantage de pouvoir pour demander des comptes au gouvernement. Enfin, le NPD diffuserait le nom des pires pollueurs en recommençant à les publier dans le bulletin annuel Offences Against the Environment.

Solution pratique nº 11 : Prendre des mesures relativement aux causes environnementales de maladie.

Les taux d'incidence de cancer et d'autres maladies sont plus élevés dans les villes qui ont des problèmes de pollution de l'air. Des études ont démontré que les facteurs environnementaux tels que les produits chimiques dans l'eau et dans l'air peuvent entraîner des hausses des taux d'incidence de cancer et augmenter les maladies respiratoires, les allergies et les autres problèmes de santé. Un environnement plus propre se traduirait pas des citoyens en meilleure santé.

Howard Hampton et le NPD prendraient des mesures pour améliorer la santé des Ontariens en assainissant notre environnement, notamment en :

- mettant en œuvre une stratégie de réduction des pesticides, y compris en appuyant les municipalités qui souhaitent interdire l'utilisation de pesticides à des fins cosmétiques;
- créant une direction générale de la Santé des enfants et de l'Environnement au ministère de l'Environnement, qui s'attaquerait aux causes environnementales des problèmes de santé des enfants;
- créant un groupe de travail qui étudierait les facteurs environnementaux qui contribuent au cancer du sein et qui chercherait des moyens de prévention.

Solutions pratiques pour des logement à prix abordables et des communautés fortes

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour des logements à prix abordables et des communautés fortes :

- Protéger les locataires en gelant le prix des loyers durant deux ans et remettre en vigueur un véritable contrôle des loyers.
- Réduire le nombre des sans-abri en construisant 32 000 nouvelles unités de logement à prix abordable au cours des quatre prochaines années, en plus de 11 200 unités de logement avec services de soutien à l'intention des sans-abri. Augmenter les allocations de logement.
- Réduire les tarifs des transports en commun, diminuer l'attente ainsi que les gros embouteillages sur nos autoroutes en établissant un Fonds d'affectation spéciale pour les transports afin de créer un service de transports publics fiable et abordable, et de réparer les routes municipales.
- Instituer une démocratie locale en offrant aux municipalités les outils dont elles ont besoin pour assurer des services de bonne qualité sans augmenter les impôts fonciers.
- Revitaliser l'Ontario rural en offrant des possibilités économiques aux jeunes.
- Revitaliser les affaires dans les centres-villes et les milieux culturels en créant un Fonds dynamique des centres-villes.

Le pouvoir aux citoyens, c'est remettre à nos communautés – urbaines et rurales – et à leurs populations qui y vivent et qui y travaillent le rôle qui leur revient. Ce sont des logements et des transports publics à un prix abordable, des possibilités économiques, des centres d'affaires et de culture dynamiques. C'est la démocratie à l'échelle locale.

Michael Prue, le porte parole du NPD au logement et aux affaires municipales et le député de la circonscription de Beaches-East York, a rencontré des centaines de dirigeants municipaux, des politiciens locaux, des locataires et des contribuables fonciers en milieu rural et urbain dans tout l'Ontario. Les recommandations de Prue présentent une vision d'une grande ou d'une petite ville en santé, où il n'existe plus de sans-abri, où les transports publics sont choisis de préférence aux routes et à l'étalement urbain et où la vie reprend son souffle dans des immeubles du patrimoine, dans les anciens sites industriels et dans les centres-villes. Ces recommandations indiquent la manière dont on peut travailler à aider les communautés rurales à atteindre leur potentiel économique en maintenant la grande qualité de vie qu'elles offrent.

Solution pratique nº 1 : Protéger les locataires en gelant le prix des loyers durant deux ans et remettre en vigueur un véritable contrôle des loyers.

« Traiter les locataires avec justice profite à tous ».
– Michael Prue, député de Beaches- East York, porte-parole du NPD au logement et aux affaires municipales

Si vous êtes un locataire, vous connaissez bien la chanson. Depuis que les Conservateurs sont au pouvoir, il devient de plus en plus difficile de payer un loyer. Le loyer moyen mensuel d'un appartement de deux chambres à coucher à Toronto est passé de 821 $ en 1997 à 1 047 $ en 2002, de 729 $ à 930 $ à Ottawa, de 636 $ à 765 $ à Hamilton, de 630 $ à 750 $ à Kitchener et à Oshawa, le loyer d'un même appartement à deux chambres à coucher est passé de 691 $ à 819 $. Les loyers ont augmenté d'un incroyable 15 % au-dessus du taux d'inflation.

Howard Hampton et le NPD ont une solution pratique en deux étapes pour rétablir un certain équilibre dans le système. D'abord il importe de geler le prix de tous les loyers durant deux ans . Un gel des loyers se justifie dans la mesure où les locataires ont payé plus que leur juste part pendant longtemps – ils méritent donc de souffler un peu. Une fois le gel levé, il faudra établir un contrôle des loyers et les stabiliser à un taux qui protégera les locataires. Le contrôle des loyers doit viser les unités de logement qu'elles soient inoccupées ou occupées. Nous imposerons également des plus grandes restrictions aux propriétaires qui transfèrent certains coûts à leurs locataires. C'est la seconde étape.

« Le vote du 5 décembre contre la Loi sur le gel des loyers a soulevé de sérieux doutes sur la volonté du Parti libéral de l'Ontario d'offrir autre chose qu'un voeu pieux aux locataires... Lorsqu'on aborde la question des loyers, je préfère l'option du NPD à celle des deux autres grands partis, comme le font les défenseurs des locataires que je connais. »
– Paul York, Association des locataires du grand Toronto

Pourquoi le contrôle des loyers est-il si important? Parce que le logement doit être offert à un prix abordable. De nombreux locataires disposent d'un revenu fixe, ou ce sont des étudiants, des immigrés récents, des diplômés qui occupent un premier emploi, des jeunes familles – des gens qui essaient d'épargner suffisamment d'argent pour se bâtir un meilleur avenir.

Bien sûr, les Conservateurs ont des idées différentes. Ils ne se rendent pas compte des conséquences de la fixation des hausses des loyers sur la vie de la population. Ils n'ont fait aucun engagement envers le logement à prix abordable.

Les Libéraux, à l'instar des Conservateurs, favorisent les promoteurs immobiliers au détriment des locataires. En fait, les Libéraux de McGuinty se sont opposés, le 5 décembre 2002, à une proposition du NPD en vue d'établir un gel des loyers d'une durée de deux ans. Ils ont déclaré vouloir abolir le contrôle des loyers si le nombre des appartements inoccupés dépasse les 3 p. cent. Il est donc légitime que les locataires s'inquiètent à Toronto, le taux d'inoccupation s'élève maintenant à 2,5 p. cent.

Tous les citoyens de l'Ontario méritent de vivre dans un logement décent et à prix abordable. La solution pratique du NPD consistant à geler le prix des loyers et à y établir un véritable contrôle est donc une bonne mesure en cette direction.

Solution pratique nº 2 : Réduire le nombre des sans-abri en construisant 32 000 nouvelles unités de logement à prix abordable au cours des quatre prochaines années, en plus de 11 200 unités de logement avec services de soutien à l'intention des sans-abri. Augmenter les allocations de logement.

Howard Hampton et le NPD engagent à faire disparaître le phénomène des sans-abri. Dans la ville de Toronto seulement, 63 000 personnes sont inscrites sur des listes d'attente en vue d'obtenir un logement social et 30 000 doivent utiliser des refuges d'urgence. Ce problème n'est pas exclusif à Toronto ou à une grande ville. Le phénomène des sans-abri est un fléau qui atteint les quatre coins de la province.

Il faudra faire preuve de leadership et prendre des décisions difficiles pour construire des logements aux sans-abri. Les Conservateurs, quant à eux, tournent la tête lorsqu'ils sont mis en présence de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui doivent vivre dans la rue parce qu'il n'y a pas de logement décent à prix abordable. Certains Conservateurs, le ministre Jim Flaherty, par exemple, souhaitent rendre illégaux les sans-abri; l'une des pires idioties de l'année dernière.

La solution pratique du NPD de réduire le nombre de sans-abri serait de construire 32 000 unités de logement sur quatre ans et d'ajouter 11 200 unités de logement avec services de soutien à l'intention des sans-abri. Les 32 000 unités de logement seraient construites dans des immeubles de petite et de moyenne tailles et seraient bien intégrées dans la communauté. Ces logements seraient occupés par des locataires qui paieraient un loyer selon la valeur marchande, adapté à leur revenu. Dans un même temps, la part touchant les refuges pour les bénéficiaires de l'aide sociale serait porté à 85 p. cent du loyer moyen afin que nos citoyens à faible revenu puissent payer un loyer (selon le Rapport Golden, c'est un moyen primordial de prévenir le problème des sans-abri).

Les nouveaux logements à prix abordable seraient financés en transférant 536 millions de dollars des droits de cession immobilière aux municipalités à condition qu'elles consacrent cet argent à des logements à prix abordable. Ces fonds seraient mis en commun dans toute la province et transférés aux municipalités selon les besoins. Jusqu'à 20 p. cent de l'argent pourrait être consacré à la rénovation des logements sociaux existants. Tous les fonds retirés des droits de cession immobilière, qui ne sont pas dépensés par les municipalités, seraient affectés à des programmes de logement dirigés par la province afin de s'assurer que chaque dollar est consacré au logement à prix abordable.

Solution pratique nº 3 : Abaisser les tarifs des transports en commun, diminuer l'attente ainsi que les gros embouteillages sur nos autoroutes en établissant un Fonds d'affectation spéciale pour les transports afin de créer un service de transports publics fiable et abordable, et de réparer les routes municipales.

Le pouvoir aux citoyens, c'est accorder une importance plus grande aux personnes et à l'air pur qu'aux automobiles.

Les Conservateurs ont sabré dans le transport public et les municipalités ont dû augmenter leurs tarifs et le temps d'attente. Il s'ensuit que de plus en plus de personnes utilisent leur véhicule plutôt que d'emprunter l'autobus ou le métro, transformant les rues en immenses terrains de stationnement aux heures de pointe. Pendant ce temps, les Conservateurs et le gouvernement libéral d'Ottawa se lancent la balle pour savoir qui est responsable du smog, de la frustration des automobilistes et de la hausse constante des prix. C'est une mauvaise direction à prendre.

Howard Hampton et le NPD assureraient un financement stable année après année afin de bâtir un solide système de transport public et de garder nos autoroutes et nos routes en bon état. Le Fonds d'affectation spéciale pour les transports de l'Ontario du NPD consacrerait trois cents (0,03 $) des 0,14 $ que la province perçoit sur chaque litre d'essence (468 millions de dollars par année) aux transports et non à d'autres fins. Un conseil indépendant en assumerait la responsabilité. Les municipalités auraient la possibilité d'augmenter le pourcentage de ce fonds à consacrer au transport public, fixé au départ à 60 p. cent pour le transport public municipal et à 25 p. 100 pour l'entretien des autoroutes et des routes. Le dernier 15 p. 100 - un montant de 70 millions de dollars assuré chaque année – serait consacré à la construction et à l'entretien de GO Transit. Cette initiative aidera les citoyens des communautés environnantes de la région du «905» à faire la navette pour aller travailler, magasiner et étudier.

Enfin, le plan de transports publics du NPD prévoit des fonds spéciaux qui permettraient aux étudiants des collèges et des universités, aux personnes âgées et aux personnes inscrites dans un programme de formation à l'emploi, d'obtenir des cartes d'abonnement de transport public au tiers du prix régulier.

Solution pratique nº 4 : Instituer une démocratie locale en offrant aux municipalités les outils dont elles ont besoin pour assurer des services de bonne qualité sans augmenter l'impôt foncier.

Les municipalités et les contribuables fonciers se voient forcés de payer la note pour des politiques d'un gouvernement conservateur mal dirigé comme la déréglementation de l'électricité, et le transfert de responsabilités aux municipalités sans souvent pouvoir dire leur mot.

Le pouvoir aux citoyens, c'est accorder à la population, par l'intermédiaire de ses représentants locaux responsables, des outils pour répondre aux besoins de la communauté. Grâce à des chartes de villes et à des modifications apportées à la Loi sur les municipalités, **Howard Hampton et le NPD**

- mettraient au rancart la loi de Conservateurs qui oblige les propriétaires de maisons à récupérer la totalité des coûts des augmentations de l'impôt foncier dans certaines villes;
- accorderaient aux villes le pouvoir de financer la promotion touristique au moyen d'une taxe sur les chambres d'hôtel;
- réorganiseraient la Commission des affaires municipales de l'Ontario afin d'assurer une prise de décision démocratique et une bonne planification à l'intention des citoyens, et non pas seulement des promoteurs immobiliers;
- s'attaqueraient à l'injustice alimentée par l'iniquité fiscale des immeubles à usage locatif et les disparités des biens d'entreprise entre les communautés qui influencent les emplacements;
- accorderaient aux municipalités le pouvoir d'imposer une taxe spéciale aux commerces situés sur la « rue Principale »;
- donneraient aux villes le pouvoir d'empêcher la démolition de logements à prix abordable et de biens du patrimoine;
- amenderaient la Loi sur les municipalités afin de confier une plus grande autorité aux municipalités pour qu'elles agissent selon les intérêts de leurs citoyens;
- accorderaient à la ville de Toronto et possiblement à d'autres grandes villes, le pouvoir et le statut de ville à charte afin qu'elles puissent négocier directement avec le gouvernement fédéral en matière de financement et autres questions;
- offriraient une garantie juridique 'de ne pas transférer la responsabilité' aux contribuables fonciers. Si le gouvernement provincial exige que les municipalités augmentent leurs dépenses, les coûts seront assumés par la province et non par les contribuables.

Solution pratique nº 5 : REVITALISER L'ONTARIO RURAL EN OFFRANT DES POSSIBILITÉS ÉCONOMIQUES AUX JEUNES.

Les communautés rurales de l'Ontario subissent des pressions. La détérioration du réseau routier et du système d'alimentation en eau, le faible accès à des médecins de famille, la fermeture obligatoire d'écoles communautaires, l'absence de soutien aux petites entreprises et une foule d'autres problèmes qui affligent les populations rurales de l'Ontario, donnent l'impression à ces communautés qu'elles ne figurent pas sur la liste des priorités politiques. Plutôt que d'instaurer une stratégie rurale réfléchie et efficace, les Conservateurs ont négligé et ignoré les communautés rurales, sauf par des largesses occasionnelles en temps d'élections. Ils ont privatisé le service ferroviaire et l'entretien des routes, laissant aux communautés du Nord l'impression d'être isolées et en être en voie de disparition. Il s'ensuit une économie rurale en déprime qui est incapable d'offrir aux jeunes familles des possibilités pour les retenir.

Le pouvoir aux citoyens, c'est travailler à aider les communautés rurales à atteindre leur véritable potentiel économique et à maintenir la bonne qualité de vie qu'elles offrent afin que leurs fils et leurs filles ne se sentent pas forcés de quitter leur communauté pour trouver un bon emploi et une maison d'enseignement public convenable.

Howard Hampton et le NPD ont un plan pratique pour soutenir un mode de vie de qualité dans les régions rurales de l'Ontario. Ce plan prévoit :

- De jeter aux oubliettes la privatisation d'Ontario Hydro et le projet de déréglementation des Conservateurs, imposer l'obligation de rendre compte, et distribuer l'électricité publique au prix coûtant. Les fermiers et les petites entreprises de l'Ontario comprennent l'importance d'une énergie publique à prix abordable, fiable et sans but lucratif. Selon ce plan, le NPD encourage également de façon tangible la population à économiser l'énergie et à réduire sa facture d'électricité, investit dans l'énergie renouvelable comme celle du vent et celle du soleil et veille à ce que les tarifs de l'électricité soient uniformes et demeurent stables dans tout l'Ontario rural.
- D'arrêter la fermeture des écoles communautaires qui ravage les petites communautés rurales et qui rallonge le temps de déplacement des étudiants de façon inacceptable.
- D'ouvrir 100 nouveaux centres de santé communautaire en Ontario en accordant la priorité aux endroits où les besoins en infirmiers et infirmières, en médecins et autres professionnels de la médecine sont les plus fragrants.
- D'assurer le financement adéquat du maintien de l'ordre afin que les communautés ne soient pas obligées d'embaucher de simples agences de sécurité privées pour se sentir en sécurité.
- D'imposer un temps minimum d'intervention pour tous les services d'urgence dans l'Ontario rural et d'offrir son soutien aux pompiers et aux travailleurs paramédicaux s'ils en ont besoin.
- Mettre en place et entretenir une infrastructure rurale vitale – eau et égouts, routes, centres communautaires et centres récréatifs. Éliminer la bureaucratie et le programme de développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario (OSTAR) et le remplacer par un Fond d'intervention en matière d'infrastructure rurale afin d'accorder le financement qui s'impose.
- Étendre Contact Nord qui a réussi en offrant un accès accru à Internet à haute vitesse et à large bande. Cette initiative serait un soutien aux soins de santé, offrirait des possibilités d'apprentissage à distance et attirerait de nouvelles entreprises.
- Créer un fonds capital-risque de Croissance Ontario pour encourager l'investissement dans les fermes et dans les petites entreprises rurales.
- Garantir des prix justes et des revenus stables aux fermiers et à leur famille en élaborant, en collaboration avec les fermiers et les associations agricoles, un système de fixation du prix

des produits de base qui permettrait aux producteurs agricoles de recueillir un juste prix pour les aliments qu'ils produisent pour réduire ainsi, et éventuellement éliminer, le besoin de subventions. Consacrer les économies réalisées par la réduction des subventions à la création d'un fonds de stabilisation du revenu des fermiers en cas d'imprévus.

- Créer un régime de retraite indépendant et autosuffisant à l'intention des fermiers.
- Accorder un soutien aux fermiers en préparant la transition vers la production d'aliments et de fibres biologiques, non modifiés génétiquement.
- Accorder un soutien à la production de cultures utilisées à la préparation de combustibles de remplacement comme l'éthanol et le biodiésel et mettre sur pied un marché local pour la vente de ces produits en exigeant que l'essence renferme 5 p. 100 d'éthanol d'ici 2007 et 10 p. 100 d'ici 2010. Le NPD engagerait également le gouvernement provincial à alimenter sa flotte de véhicules à l'éthanol et au biodiésel et exigerait que toutes les flottes des municipalités et des services de transports utilisent l'éthanol et le biodiésel.
- Défendre et soutenir le système de gestion des approvisionnements afin d'assurer un secteur agricole durable en Ontario.

Solution pratique nº 6 : Revitaliser les affaires dans les centres-villes et les milieux culturels en créant un Fonds dynamique des centres-villes.

Le pouvoir aux citoyens, ce sont des rues principales et des centres-villes actifs sécuritaires, une vente au détail prospère, des centres de culture et de loisirs. C'est un centre-ville bâti pour les citoyens.

Howard Hampton et le NPD revitaliseraient les rues principales et les centres-villes en créant un Fonds des centres-villes dynamiques spécial. Cette initiative prévoirait une subvention annuelle de 300 millions de dollars supplémentaires, ajoutés aux autres engagements financiers de la province qui serviraient :

- à rénover les immeubles du patrimoine;
- à augmenter les fonds accordés au Conseil des arts de l'Ontario, à améliorer les conditions de travail des artistes au moyen d'une loi sur le statut des artistes et à investir dans le travail culturel communautaire;
- à nettoyer les « sites laissés à l'abandon », ces anciens sites industriels qui pourraient servir à nouveau;
- à créer de nouveaux parcs et des espaces publics dans les centres-villes et restaurer ceux qui existent déjà;
- à offrir un soutien financier aux institutions culturelles dynamiques comme les musées, les théâtres et les lieux de présentation musicale;
- à rénover et à développer des zones riveraines;
- à aider à construire de nouveaux immeubles publics à l'architecture impressionnante.

Des solutions pratiques pour l'équité au travail et à la retraite

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour l'équité au travail et à la retraite :

- Protéger votre pension en la liant au coût de la vie.
- Protéger les épargnes.
- Augmenter immédiatement le salaire minimum à 8 $ de l'heure.
- Protéger les emplois et la violence sur les piquets de grève en interdisant les travailleurs de remplacement.
- Accorder une augmentation de salaire - réclamée depuis longtemps - à 100 000 femmes grâce au financement intégral de l'équité salariale.
- Moderniser les lois relatives au travail en abrogeant la semaine de travail de 60 heures, en devenant plus stricts avec les ateliers de misère et en étendant la protection des lois du travail aux travailleurs agricoles.
- Adopter des mesures sévères pour réduire les décès en milieu de travail et pour garantir la sécurité des environnements de travail. Réformer l'indemnisation des accidentés du travail pour que les travailleurs blessés puissent être traités en toute équité.
- Élaborer de nouvelles approches pour des pratiques en matière d'emploi justes et sans obstacles.
- Faire de la fête provinciale et de la Fête du patrimoine des congés fériés pour que tous les Ontariens puissent en profiter.

Chaque année, il devient plus difficile pour les familles de l'Ontario de joindre les deux bouts. Si vous travaillez au salaire minimum ou dépendez de l'aide sociale, les Conservateurs ont gelé votre revenu il y a maintenant plus de huit ans. Si vous avez épargné en vue de votre retraite, vous avez probablement observé vos fonds communs de placement difficilement gagnés disparaître. Que vous travailliez dans l'industrie de l'automobile ou de l'acier, dans une scierie ou un supermarché, les mises à pied, un stress accru au travail, la détérioration de la sécurité en milieu de travail, ainsi que les briseurs de grève font maintenant partie de votre quotidien. Mais tout le monde ne se sent pas comme vous. Tandis que des milliers de personnes voyaient leur épargne-pension disparaître avec la chute spectaculaire de Nortel, les présidents et les pdg de Nortel et autres compagnies du même acabit s'éclipsaient avec des millions de dollars en options sur actions, en bonis et en profits.

On ne s'attend jamais à une rétribution lorsqu'on n'a pas travaillé en fonction de celle-ci. Mais lorsque vous travaillez fort, vous avez droit à une vie agréable, autant que n'importe qui d'autre. C'est une question d'équité et de chance.

Le pouvoir des citoyens signifie que chaque femme, homme et enfant devrait avoir une chance égale de gagner un salaire décent, d'avoir une vie agréable et de prendre sa retraite en toute dignité.

Solution pratique nº 1 : Protéger votre pension en la liant au coût de la vie.

Une vie de travail acharné pendant laquelle vous avez pourvu aux besoins de votre famille ne devrait pas vous procurer une retraite ponctuée par les difficultés. Vous, et toutes les autres personnes qui se réjouissent à l'idée de leur retraite, ont contribué à bâtir cette province et ont droit à une vie empreinte de dignité et de satisfaction lorsque vous cessez de travailler. Et vous voulez être certain que l'argent mis de côté pour votre retraite sera disponible lorsque vous en aurez besoin.

Par contre, votre épargne-pension est à risque. Au cours de l'automne 2002, les Conservateurs ont tenté de permettre aux employeurs de piger dans les surplus des caisses de retraite des employés et d'en retirer les surplus. Des gens comme Ed O'Brien, l'un des quelques 1000 anciens employés de National Trust, se serait alors vu refuser toute part du surplus de 20 millions de dollars dans la caisse de son fonds de retraite, même s'il a cotisé à ce fonds de pension pendant de nombreuses années. C'est suite à des pressions de Gilles Bisson et de Peter Kormos du NPD, mais aussi de la Fédération du travail de l'Ontario et de travailleurs des quatre coins de la province que les Conservateurs ont été forcés de reculer et de retirer leur projet de loi. Ce fut une importante victoire, mais il reste beaucoup à faire pour protéger les fonds de pension difficilement gagnés.

Howard Hampton et le NPD exigeraient une protection contre l'inflation pour tous les régimes de retraite à prestations déterminées, vous évitant ainsi de faire un pas en arrière alors que le coût de toute chose grimpe. Les solutions pratiques du NPD pour votre retraite incluent également :

- Acquisition des droits aux prestations dès le premier jour
- Améliorer la transférabilité des pensions
- Protéger les surplus de retraite des raids d'employeurs sans scrupules
- donner aux employés un réel droit à propos de la gestion de leur régime de retraite.
- Augmenter immédiatement la prestation maximale garantie de 1000 $ en vertu Fonds de garantie des prestations de retraite de l'Ontario

- faciliter la tâche des petites et moyennes entreprises qui souhaitent participer à des régimes de retraite collectifs en guise de première étape pour s'assurer que le plus grand nombre de travailleurs possible est couvert par des régimes de retraite aux prestations déterminées protégés.

Solution pratique nº 2 : Protéger les épargnes.

Howard Hampton et le NPD assureraient que l'Ontario des entreprises agisse selon les règles. Les gens qui investissent l'argent durement gagné de leur retraite dans des fonds communs de placement, des REÉR ou des actions d'entreprises méritent d'être traités avec honnêteté et d'avoir une meilleure protection. Le NPD propose un plan détaillé pour garantir que des Enron et des WorldCom – qui ont fait perdre les économies d'une vie à des milliers de personnes à cause de la corruption des sociétés – qui pourraient avoir lieu ici ne se produiront jamais. ***Pas d'Enron en Ontario*** inclut :

- veiller à ce que la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario possède les outils pour réglementer adéquatement le marché des titres et protéger les petits investisseurs.
- établir un Comité d'experts-comptables indépendant qui enquêterait et disciplinerait les vérificateurs publics qui transgressent les normes professionnelles. Les scandales comme ceux qui ont impliqué Enron et WorldCom sont d'abord et avant tout des scandales comptables.
- insister auprès du gouvernement fédéral pour qu'il agisse immédiatement afin de renforcer les dispositions du Code criminel à propos de la fraude des sociétés.
- protéger les milliers d'Ontariens qui comptent une grande portion de leur REÉR en fonds communs de placement en exigeant la création d'un organisme dirigeant, indépendant du gestionnaire de fonds, pour des fonds communs de placement spécifiques.

Solution pratique nº 3 : Augmenter immédiatement le salaire minimum à 8 $ de l'heure.

Beaucoup d'hommes et de femmes qui travaillent fort éprouvent de la difficulté à subvenir à leurs besoins, et à ceux de leur famille parce qu'ils touchent le salaire minimum ou un salaire légèrement supérieur. Alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter, le salaire minimum est demeuré à 6,85 $ au cours des huit dernières années. L'heure de l'augmentation est arrivée!

Une augmentation immédiate du salaire minimum à 8 $ de l'heure permettrait à celui-ci de se comparer au salaire minimum de notre principal partenaire commercial : les États-Unis. Ceci constituerait une importante première étape vers un salaire juste et permettant de vivre, non de survivre.

L'augmentation immédiate du salaire minimum serait également profitable pour nos économies locales. Les gens à faible et modeste revenus dépenseraient leur argent dans la communauté, dans les magasins de leur quartier et pour des services locaux. L'augmentation du salaire minimum est une mesure qui profite à tous, y compris les petites entreprises.

Les Libéraux disent qu'ils échelonneront l'augmentation jusqu'à 2007. ***Howard Hampton et le NPD*** affirment que le salaire minimum doit être augmenté immédiatement pour éviter aux citoyens de faire un pas en arrière. Seuls ***Howard Hampton et le NPD*** sont demeurés constants et déterminés dans leurs demandes pour que le salaire minimum soit augmenté **MAINTENANT**

Solution pratique nº 4 : Protéger les emplois et mettre fin à la violence sur les piquets de grève en interdisant les travailleurs de remplacement.

Lorsque les Conservateurs ont abrogé les lois néo-démocrates qui interdisaient les briseurs de grève, le nombre de jours productifs perdus au profit des grèves a augmenté, tout comme la violence sur les piquets de grève. Au sein du système des relations de travail et de la négociation

collective qui fonctionne bien pour les travailleurs, les travailleurs et notre économie, les travailleurs ont un droit légal de faire la grève pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail. Lorsque les briseurs de grève ont le droit de prendre des emplois qui appartiennent à d'honnêtes travailleurs qui ne font qu'exercer leurs droits légaux, la frustration grimpe et la violence éclate. C'est l'histoire des Conservateurs de l'Ontario. Lorsqu'un jeune homme, père de deux enfants, est piétiné et grièvement blessé un piquet de grève de l'entreprise Navistar à Chatham, le gouvernement conservateur a sa large part de responsabilité.

Howard Hampton et le NPD interdiraient immédiatement les briseurs de grève de tous les lieux de travail de l'Ontario.

Solution pratique nº 5 : Accorder une augmentation de salaire - réclamée depuis longtemps - à 100 000 femmes grâce au financement intégral de l'équité salariale.

Howard Hampton et le NPD croient fermement que si vous travaillez fort et selon les règles, vos enfants et vous devraient avoir la même chance d'avoir une vie agréable que quiconque. Mais, pour plus de 100 000 travailleuses parmi les moins rémunérées en Ontario, les Conservateurs ont changé les règles du jeu. Ces femmes travaillent dans des services d'aide à l'enfance et à titre de prestatrices de soins à domicile. Ce sont sur ces femmes que vous comptez pour les soins qui nécessaires à vos enfants, à vos parents, et qui vous sont nécessaires. En 1999, le tribunal a reconnu que ces travailleuses avaient droit à un salaire juste, mais les Conservateurs ont ignoré le jugement.

« Temps supplémentaire obligatoire : les Conservateurs ont dit que cela ne produirait pas. Mais leurs prédictions à cet égard sont devenues réalité pour les travailleurs de Toyota qui pétitionnent présentement auprès du Conseil des relations de travail pour obtenir le droit de dire « non » au temps supplémentaire. Évidemment, les tarifs de l'électricité ne devaient non plus augmenter ».
-Peter Kormos, porte parole en matière de travail du NPD, député de Niagara Centre

Howard Hampton et le NPD donneraient aux travailleuses des soins à l'enfance et aux autres travailleuses l'augmentation qu'elles méritent en vertu de la loi. Le NPD soutiendrait le financement intégral de l'équité salariale et redonneraient le droit à un salaire juste qui a été retiré par les Conservateurs.

Solution pratique nº 6 : Moderniser les lois relatives au travail en abrogeant la semaine de travail de 60 heures, en sévissant contre les propriétaires d'ateliers de misère et en étendant la protection des lois du travail aux travailleurs agricoles.

Il n'y a aucun doute : les gens travaillent plus fort et pendant plus d'heures que jamais auparavant. Un Canadien sur quatre travaille maintenant plus de 50 heures par semaine, comparé à seulement un Canadien sur dix il y a une décennie. Et, si vous êtes comme la majorité des gens, vous savez que vous travaillez plus fort, mais vous n'avancez pas pour autant, au contraire.

Howard Hampton et le NPD agiraient rapidement pour rééquilibrer les relations de travail et moderniser les règles qui protègent les femmes et les hommes dans leurs milieux de travail. La semaine de travail de 60 heures n'a pas sa place au XXIe siècle. Les ateliers de misère, dans lesquels une majorité de femmes travaillent dans des conditions dangereuses pour un salaire qui n'atteint même pas le salaire minimum, doivent être fermés. Les travailleurs agricoles devraient avoir les mêmes droits à des environnements de travail sécuritaires que quiconque et devraient être protégés par la santé au travail, l'assurance travail et les lois du travail.

La Cour suprême du Canada a récemment statué que les travailleurs des industries agricoles, tels que ceux qui empaquètent les champignons ou qui travaillent dans des serres industrielles, ont le droit d'être traités équitablement et de négocier collectivement tout comme les autres travailleurs de l'Ontario. Le plus haut tribunal au pays ne parlait pas des fermes familiales mais bien des importantes entreprises industrielles dans lesquelles les profits sont énormes et les travailleurs, pour la plupart immigrants, ont des revenus annuels de moins de 5 000 $. Les Conservateurs ont

fait fi de la décision de la Cour et ont adopté des réglementation qui, une fois de plus, refusent aux travailleurs le droit fondamental qu'est celui du droit à l'équité. Les Libéraux de McGuinty Liberals ont voté dans le même sens que les Conservateurs. Seuls ***Howard Hampton et le NPD*** ont affirmé que la Charte des droits devait être respectée et que les travailleurs agricoles avaient le droit d'être traités équitablement.

Solution pratique nº 7 : Adopter des mesures sévères pour réduire les décès en milieu de travail et pour garantir la sécurité des milieux de travail. Réformer l'indemnisation des accidentés du travail pour que les travailleurs blessés puissent être traités équitablement.

Nous sommes en 2003 et des travailleurs meurent encore au travail, la plupart dans des accidents qui auraient pu être évités. Un manque d'inspections et de surveillance valables, un manque de connaissances des travailleurs de leur droit de travailler dans des conditions sécuritaires, le stress accru causé par des charges de travail écrasantes, des semaines de travail de 60 heures, moins de pauses, et la motivation à travailler plus et plus vite, autant de facteurs qui mènent à plus de décès en milieu de travail chaque année (304 morts en 2000 seulement.)

Howard Hampton et le NPD rendraient obligatoire l'affichage en évidence d'avis avertissant les travailleurs de leur droit de refuser du travail dangereux, les inspections des lieux lorsque les travailleurs exercent ce droit, et des enquêtes du coroner lors de tout décès en milieu de travail. Le NPD rétablirait également le signalement obligatoire de toutes les nouvelles substances toxiques introduites dans les milieux de travail et rendrait obligatoire la formation en milieu de travail de tous les nouveaux employés, y compris le droit de refuser de travailler avec des toxines pouvant affecter la santé. Ceux qui ont été blessés au travail et qui reçoivent une indemnisation de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail devraient voir leur prestations liées au coût de la vie.

Solution pratique nº 8 : Élaborer de nouvelles approches pour des pratiques en matière d'emploi justes et sans obstacles.

Howard Hampton et le NPD agiraient promptement afin de décréter des lois garantissant l'impartialité et l'équité dans le recrutement, l'embauche et la promotion, s'inspirant des principes d'équité en emploi et considérées équitables. Les travailleurs formés à l'étranger, à qui il manque des titres de compétences canadiens, recevraient de l'aide pour pouvoir exercer leur métier ou leur profession, grâce à des politiques globales d'accès aux professions et aux métiers.

Solution pratique nº 9 : Faire de la fête provinciale et de la Fête du patrimoine des congés fériés pour que tous les Ontariens puissent en profiter.

Les citoyens de l'Ontario travaillent fort. Ils méritent des congés payés adéquats. La France et la Grande-Bretagne ont chacune 13 congés fériés, les États-Unis en ont 11 et l'Ontario seulement huit. Des citoyens ont discuté de la possibilité d'ajouter la Fête du patrimoine en février ou en juin, afin de célébrer notre diversité. Plus de 80 pour cent des personnes interrogées ont affirmé vouloir un long week-end de plus au printemps et/ou l'été.

Mais le gouvernement ne les a pas écoutés.

Howard Hampton et le NPD créeraient un nouveau congé férié grâce à la Fête du patrimoine. De plus, la fête provinciale du mois d'août, qui s'applique actuellement de façon injuste à seulement certains travailleurs, serait transformée en congé férié afin que tous les Ontariens puissent profiter d'un peu plus de temps bien mérité en famille.

Solutions pratiques pour des frais de scolarité abordables

Howard Hampton et les solutions pratiques du NPD pour des frais de scolarité abordables :

- Réduire les frais de scolarité de 10 pour cent et veiller à ce qu'aucun étudiant se voie refuser une éducation ou une formation de qualité pour des raisons financières.
- Mettre sur pied un nouveau plan d'aide aux étudiants pour que ceux-ci puissent envisager obtenir un bon emploi plutôt qu'une dette énorme.
- Mettre sur pied un nouveau plan École-destination-Travail pour tous les jeunes de 16 à 19 ans qui ne sont pas aux études pour veiller à ce qu'ils aient accès à une possibilité de placement, de formation / apprentissage ou de recyclage.
- Mettre au rancart les plans de création d'universités privées en Ontario.

Le pouvoir des citoyens signifie que tous les jeunes hommes et femmes qui obtiennent une éducation de qualité dans une université publique ou dans un collège public en Ontario représentent un investissement dans notre avenir commun.

Le pouvoir des citoyens signifie que chaque étudiant qualifié devrait avoir accès à une formation au travail et à l'éducation postsecondaire.

Ce printemps, les parents et les étudiants de l'ensemble de la province font face à la dure réalité de la « double cohorte » – car les Conservateurs ont réduit les budgets et n'ont pas planifié l'augmentation des admissions cette année. On ne sait pas combien d'étudiants qui devraient envisager d'entreprendre leur éducation collégiale ou universitaire en septembre, resteront plutôt sur le carreau.

Pour les jeunes gens, pour les personnes qui travaillent et qui cherchent à se perfectionner, la double cohorte est un autre coup asséné par un gouvernement sans vision qui ne comprend pas comment le fait de limiter l'éducation collégiale et universitaire aux seules personnes qui peuvent en payer le prix, nous cause un tort à tous.

Les Conservateurs ont permis une augmentation ahurissante des frais de scolarité postsecondaires et une augmentation tout aussi ahurissante de la dette des étudiants. Les études le prouvent l'une après l'autre : les frais de scolarité élevés font basculer le jeu en faveur des étudiants mieux nantis et augmentent la difficulté de fréquenter le collège et l'université pour les étudiants qui proviennent de familles à revenu moyen ou modeste. Une enquête publiée en janvier 2003 a révélé que 77 pour cent des répondants disaient s'inquiéter de ce que leurs enfants ne seraient pas en mesure de fréquenter l'université et qu'une vaste proportion de 83 pour cent en rejetait la faute sur les frais de scolarité élevés et le manque d'argent qui empêchent les universités de prendre de l'expansion. Nous vivons dans une économie du savoir et une main-d'œuvre qui a une scolarité élevée est notre actif le plus précieux. Pourtant, de plus en plus de jeunes gens n'ont pas une possibilité équitable de s'instruire.

Quand une famille à revenu moyen doit choisir entre faire instruire sa fille ou son fils ou économiser en vue de la retraite, quelque chose ne va pas. Pourtant, c'est exactement ce qui se passe dans des milliers de foyers dans la province.

Solution pratique nº 1 : Réduire les frais de scolarité de 10 pour cent et veiller à ce qu'aucun étudiant se voie refuser une éducation ou une formation de qualité pour des raisons financières.

Howard Hampton et le NPD réduiraient immédiatement les frais de scolarité des collèges et des universités de 10 pour cent. La déréglementation des frais de scolarité dans les facultés de droit, de médecine et de commerce serait annulée et nous réglementerions ces frais de nouveau. Il n'est pas acceptable que seuls les enfants de quelques bien nantis puissent devenir des médecins et des avocats.

Sous les Conservateurs, le financement par personne de l'éducation postsecondaire est descendu presque au niveau le plus bas en Amérique

« Une meilleure scolarité n'est pas seulement un bien privé qui profite à la personne; c'est un bien public qui profite à l'ensemble de la société… Chaque fois qu'un étudiant décroche, découragé par les frais de scolarité élevés ou par les programmes contingentés, nous sommes tous perdants – exactement comme nous sommes perdants chaque fois qu'on décourage un travailleur de rehausser ses compétences. »
– Janice MacKinnon, auteure et professeure, Globe & Mail, 16 janvier 2003.

« La déréglementation que je connais le plus en ce moment, outre celle de l'hydroélectricité, est celle des frais de scolarité. Je suis mère de trois enfants, dont une en est à sa deuxième année à l'université… Je suis très consciente de l'énorme fardeau financier que les gouvernements provincial et fédéral ont mis sur les épaules des jeunes en déréglementant les frais de scolarité et en ne finançant pas assez l'éducation. Je crois que la déréglementation des services publics essentiels est une très mauvaise chose pour les citoyens. »
– B.M., courriel, 18 novembre 2002

« D'abord, il y a eu les volte-face touchant la politique sur l'hydroélectricité et maintenant, il y a le retrait majeur des frais de scolarité postsecondaires. »
-Peter Kormos, leader parlementaire du NPD, commentant la conversion du chef libéral Dalton McGuinty sur les frais de scolarité des collèges et des universités. Lors de l'élection de 1999, McGuinty a dit qu'il réduirait les frais de scolarité. Maintenant, même si ces frais sont beaucoup plus élevés, il refuse de s'engager à les réduire.

du Nord. Le NPD réinvestirait pour ramener le financement en Ontario au moins à la moyenne nationale. Les collèges et les universités ne devraient pas être forcés de choisir entre l'augmentation des frais de scolarité ou couper dans les programmes vitaux.

Solution pratique nº 2 : Mettre sur pied un nouveau plan d'aide aux étudiants pour que ceux-ci puissent envisager obtenir un bon emploi plutôt qu'une dette énorme.

Il arrive trop souvent que la dette d'un étudiant soit un obstacle à l'obtention d'une bonne éducation et d'un bon emploi. Les compressions des Conservateurs dans les prêts aux étudiants ont fait en sorte que 40 pour cent moins d'étudiants reçoivent de l'aide pour fréquenter le collège ou l'université. L'un des indicateurs éloquents du tort sérieux que les Conservateurs ont fait subir aux étudiants est la prolifération des banques alimentaires dans les cités collégiales et universitaires. Il y a 10 ans, il n'y en avait pas. L'an dernier, il y en avait 12. Cette année, il y en a 20, sans compter que cinq autres campus étudiants auront des banques alimentaires d'ici l'automne 2003. Il ne faut pas que cela continue.

Howard Hampton et le NPD mettraient sur pied un nouveau plan d'aide pour tous les étudiants admissibles. Ce plan offrirait une bourse immédiate et aiderait aussi ceux qui reçoivent des prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ou de l'aide sociale ou qui sont des étudiants à temps partiel.

Solution pratique nº 3 : Mettre sur pied un nouveau plan École-destination-Travail pour tous les jeunes de 16 à 19 ans qui ne sont pas aux études pour veiller à ce qu'ils aient accès à une possibilité de placement, de formation / apprentissage ou de recyclage.

Howard Hampton et le NPD connaissent l'importance d'assurer un passage en douceur entre l'école et le travail et de trouver le premier emploi si attendu. Le plan École-destination-Travail du NPD assurerait que tous les jeunes de 16 à 19 ans qui ne sont pas aux études à temps plein auraient un emploi, un placement en formation à l'emploi tel que l'apprentissage ou accès à une possibilité de recyclage scolaire. Voici comment le plan École-destination-Travail fonctionnerait :

- Augmenter le nombre de places de formation subventionnées qui seraient offertes particulièrement aux jeunes sans travail dans les collèges communautaires, les conseils scolaires et autres établissements de formation. Accorder la priorité à l'acquisition par les jeunes des compétences pour lesquelles la demande est élevée sur le marché du travail.
- Augmenter les possibilités de recyclage scolaire pour les jeunes sans emploi, particulièrement dans des matières comme les mathématiques ou l'anglais de douzième année qui sont souvent des exigences pour les emplois du niveau d'entrée.
- Offrir de l'aide pour le placement et des subventions salariales au secteur privé, le tout à l'intention des jeunes sans emploi qui ont les « aptitudes » mais qui ont simplement besoin d'une petite aide additionnelle pour obtenir cet emploi des plus importants.
- Doubler le nombre des possibilités d'apprentissage réglementé offertes aux jeunes dans le cadre d'un programme d'apprentissage réformé.

Quiconque est prêt à travailler dur et à apprendre devrait avoir la possibilité d'apprendre un métier. ***Howard Hampton et le NPD*** croient fermement que le meilleur moyen d'offrir de la formation dans les métiers spécialisés est l'apprentissage sur les lieux de travail. Durant des années, l'Ontario a eu un système d'apprentissage unifié qui associait la formation de qualité sur les lieux de travail et l'apprentissage en milieu scolaire. Puis, le gouvernement conservateur a vidé le système de sa substance et l'a divisé en deux – les métiers industriels devenant régis par une nouvelle loi et les métiers de la construction continuant d'être régis par l'ancienne loi.

En doublant le nombre des étudiants qui participeraient à des programmes enregistrés, le NPD :

- assurerait que tous les métiers pour lesquels il peut y avoir apprentissage seraient régis par une seule loi, ce qui mettrait fin à la fragmentation.
- augmenterait le recours à l'apprentissage réglementé pour les nouveaux métiers et assurer qu'une formation réglementée de grande qualité est accessible à tous ceux qui souhaitent s'en prévaloir.
- assurerait que la certification obligatoire couvre le plus grand nombre possible de métiers réglementés. La certification obligatoire assure que seuls les travailleurs qui ont obtenu leurs « papiers » en complétant le programme d'apprentissage complet peuvent travailler dans certains métiers désignés. La certification obligatoire augmente la flexibilité et la mobilité en plus d'assurer des normes plus élevées, des compétences plus grandes, une sécurité publique accrue et la protection des consommateurs.

« Les universités privées drainent les deniers publics, coûtent plus cher aux étudiants et sont portées sur la mauvaise gestion, ce qui détériore la situation des étudiants et des citoyens. »
– Rosario Marchese, porte-parole du NPD en matière d'éducation.

Solution pratique nº 4 : Dire que les McUniversités ne sont pas les bienvenues en Ontario

Nous avons vu cela avec notre hydroélectricité : d'abord, susciter une crise, prétendre ensuite que le public ne peut en payer le prix, puis privatiser. Cependant, comme l'hydroélectricité, notre système de collèges et d'universités nous appartient à tous. Il n'y a pas de place pour les universités privées – les McUniversités – en Ontario.

Howard Hampton et le NPD diraient non aux universités privées. Le NPD mettrait au rancart les plans qui visent l'établissement d'une direction spéciale des institutions privées au sein du ministère de la Formation, des Collèges et des Universités.

Solutions pratiques pour des services de garde d'enfants de qualité à prix abordable

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour des services de garde d'enfants de qualité à prix abordable :

- Rendre les services de garde d'enfants à la portée de toutes les familles de l'Ontario en réduisant à 10 $ par jour les frais de garde des enfants, dont l'âge se situe entre 18 mois et cinq ans, qui sont actuellement inscrits dans des garderies réglementées sans but lucratif.
- Rendre les services de garde d'enfants accessibles à tous en créant 20 000 nouvelles places à 10 $ par jour dans des garderies sans but lucratif.
- Assurer la qualité des éducateurs et des techniciens en garderie en leur offrant des salaires équitables.
- Assurer les services aux enfants en élargissant le réseau existant du programme de ressources familiales (Family Resource Program).

Il en va de l'intérêt de tous d'assurer des soins de garde de qualité. Des études confirment hors de tout doute l'importance de l'apprentissage précoce pour les chances d'un enfant de grandir et de réussir dans la vie. Il y a peu de choses plus importantes.

Toutefois, les Conservateurs ont réduit de 90 millions de dollars les crédits pour soins d'enfants en garderies réglementées. Depuis 1997, le coût de garde d'enfants d'un ménage moyen a augmenté de 65 p.cent. Actuellement, il en coûte plus aux familles ontariennes pour les soins de garde d'enfants que n'importe où ailleurs au Canada. Les garderies et les places réglementées en garderie disparaissent. En raison des politiques des Conservateurs, les parents sont forcés de recourir à des services de garde non supervisés donnés par des personnes non qualifiées.

Et qu'en est-il du plan des Libéraux pour la garde d'enfants? Des services plus coûteux, des soins en garderies privées et une qualité compromise pour nos enfants. Les Libéraux proposent un système de bons ou de coupons qui se traduiraient uniquement par une augmentation des soins de piètre qualité dans des garderies à but lucratif et par une hausse des coûts de garde.

Les services réglementés de garde d'enfants à prix abordable et accessibles sont-ils utopiques? Non. Le Québec a démontré que cela peut être fait. Au Québec, une expansion similaire du système de garde d'enfants s'est révélée incroyablement efficace parce que l'on traite le problème des familles modernes : comment trouver des services de garde d'enfants à un coût abordable de manière à permettre aux parents de travailler?

« Les parents de l'Ontario doivent débourser davantage pour les services de garde d'enfants que ceux des autres provinces au Canada. Cette situation est directement attribuable aux réductions par le gouvernement conservateur des crédits affectés aux services réglementés de garde d'enfants. Actuellement, le problème le plus aigu pour les parents est de trouver des services à prix abordable. »
– Shelley Martel, porte parole du NPD pour les enfants

Shelley Martel, critique du NPD pour les enfants, a parcouru la province d'un bout à l'autre pour s'adresser aux parents et aux éducateurs en garderie. Ils lui ont transmis leur message haut et fort : les familles de l'Ontario ne peuvent pas travailler sans services de garde d'enfants. Pourtant, il existe une solution pratique : offrir des services de garde d'enfants abordables, de haute qualité et accessibles.

Le pouvoir des citoyens signifie que les enfants de l'Ontario obtiennent des soins sûrs et de qualité. Cela signifie que les enfants de l'Ontario ont les meilleures chances possibles de départ dans la vie et sont prêts à apprendre lorsqu'ils arrivent à l'école.

Le pouvoir des citoyens signifie que les familles de l'Ontario obtiennent des services de garde de qualité pour leurs enfants, et ce, peu importe leur revenu ou l'endroit où elles habitent.

Le pouvoir des citoyens signifie l'augmentation du nombre de places en garderie et l'augmentation ainsi que et la rénovation des garderie existantes.

Le pouvoir des citoyens signifie la reconnaissance du travail précieux que les éducateurs en garderie accomplissent.

Solution pratique nº 1 : Rendre les services de garde d'enfants à la portée de toutes les familles de l'Ontario en réduisant à 10 $ par jour les frais de garde des enfants, dont l'âge se situe entre 18 mois et cinq ans, qui sont actuellement inscrits dans des garderies réglementées sans but lucratif.

Howard Hampton et le NPD réduiraient à 10 $ par jour le montant total que les parents doivent payer pour obtenir des services de garde pour leurs enfants ayant entre 18 mois et cinq ans qui sont actuellement inscrits dans des garderies réglementées sans but lucratif.

Solution pratique nº 2 : Rendre les services de garde d'enfants accessibles à tous en créant 20 000 nouvelles places à 10 $ par jour dans des garderies sans but lucratif.

Howard Hampton et le NPD accroîtraient considérablement les services de garde d'enfants sûrs et de qualité offerts en Ontario en créant 20 000 nouvelles places à 10 $ par enfants en garderies sans but lucratif sur une période de quatre ans.

Howard Hampton et le NPD accorderaient des fonds de capital et d'emprunt pour la réparation et l'agrandissement des garderies existantes et pour la construction de nouvelles garderies.

Solution pratique nº 3 : Assurer la qualité des éducateurs et des techniciens en garderie en leur offrant des salaires équitables.

Howard Hampton et le NPD veilleraient à ce que les enfants obtiennent des services de garde de qualité donnés par des éducateurs en garderie qualifiés. Cela nécessiterait, d'une part, le financement intégral de l'équité salariale pour le personnel affecté à la garde des enfants et des subventions salariales supplémentaires pour les éducateurs en garderie et, d'autre part, la collaboration avec les éducateurs en garderie pour améliorer la formation et les normes professionnelles.

Solution pratique nº 4 : Soutien des services pour enfants

Howard Hampton et le NPD élargiraient le réseau existant du programme de ressources familiales.

Solution pratique nº 5 : Soutien des familles à faible revenu

Howard Hampton et le NPD veilleraient à ce qu'aucune famille en Ontario n'aie à débourser plus pour les services de garde d'enfants, en vertu du plan du NPD, en maintenant les subventions actuelles des frais de garde pour les parents à faible revenu.

Solution pratique nº 6 : Création de programmes de la petite enfance intégrés et transparents qui font le pont entre les garderies et l'école.

Howard Hampton et le NPD mettraient en œuvre une stratégie de la petite enfance intégrale qui inclurait le financement des classes de maternelle de pré-maternelle à plein temps, exigeraient que toutes les nouvelles écoles soient dotées d'une garderie, et incluraient les garderies dans la formule de financement de l'éducation.

Solutions pratiques pour des communautés plus sûres

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour des communautés plus sûres :

- Appliquer une tolérance zéro stricte à l'endroit des crimes haineux d'inspiration raciale ou ethnique.
- Former une commission indépendante civile pour étudier les plaintes contre la police afin de promouvoir la responsabilité de la police et les relations entre cette dernière et la communauté.
- Améliorer le maintien de l'ordre et la sécurité dans la communauté et mettre l'accent sur la prévention du crime en adoptant une nouvelle Charte sur la sécurité communautaire.
- Combattre la violence faite aux femmes au moyen d'une stratégie complète d'« Vivre sans crainte ».
- S'attaquer aux causes des crimes et de la violence chez les jeunes grâce au « Plan d'action pour l'éveil de l'espoir ».
- Assurer la sûreté et la sécurité dans nos prisons et dans nos établissements pour délinquants juvéniles en abandonnant leur privatisation.

Le pouvoir des citoyens, signifie que personne ne devrait vivre quotidiennement dans la crainte de l'adversité. Chaque femme, chaque enfant et chaque homme est en droit d'être en sécurité, d'être heureux, et en santé. Cependant, la hausse inquiétante de la fréquence de crimes haineux d'inspiration raciale et ethnique, en particulier à la suite des événements tragiques du 11 septembre 2001, nous rappelle notre responsabilité commune de promouvoir la justice et la tolérance.

Solution pratique nº 1 : Appliquer une tolérance zéro stricte à l'endroit des crimes haineux d'inspiration raciale ou ethnique.

Howard Hampton et le NPD s'inspireraient de notre tradition de tolérance et de respect mutuel pour créer un nouveau secrétariat contre la discrimination. En collaboration avec les communautés, les conseils municipaux et les chefs de police, le secrétariat enquêterait sur les plaintes sérieuses d'intolérance raciale, éthique et religieuse et fournirait des moyens nouveaux et innovateurs de promouvoir la compréhension au sein de la population de plus en plus variée et multiculturelle.

« Le NPD a constamment soulevé le problème du profilage racial à la frontière américaine où l'on prend la photo et les empreintes digitales des membres des communautés arabes et musulmanes ».
– Toronto Star, le 6 janvier 2003

Solution pratique nº 2 : Former une commission indépendante civile pour étudier les plaintes contre la police afin de promouvoir la responsabilité de la police et les relations entre cette dernière et la communauté.

Le problème du profilage racial – attesté aussi récemment que le 17 janvier 2003 par un procureur de la Couronne en audience publique - confirme la preuve documentée par la Commission sur le racisme systémique dans le système de justice pénale en Ontario, créée par le chef du NPD, Howard Hampton, lorsqu'il était procureur général de la province. Il est nécessaire d'avoir du leadership pour s'assurer que chaque personne est traitée avec justice et qu'elle s'en rend compte en vertu de la loi. Le NPD formerait d'abord rapidement une commission indépendante civile pour étudier les plaintes contre la police conformément au projet de loi 220 présenté par Howard Hampton. Une telle commission aurait le pouvoir d'examiner des allégations de mauvaise conduite contre la police rapidement et honnêtement dans une atmosphère de neutralité. Les gens pourraient alors faire connaître leurs appréhensions sans être intimidés.

Solution pratique nº 3 : Améliorer le maintien de l'ordre et la sécurité dans la communauté et mettre l'accent sur la prévention du crime en adoptant une nouvelle charte sur la sécurité communautaire.

Le pouvoir des citoyens, c'est se sentir en sécurité, que ce soit à la maison ou dans les rues de sa communauté. ***Howard Hampton et le NPD*** collaboreraient avec les services de la police pour mettre sur pied des programmes de maintien de l'ordre dirigés par la communauté en mettant l'accent sur le partenariat et sur la présence de policiers à pied. Des normes communautaires seraient élaborées à partir de la base vers le haut, et non le contraire, et les commissions des services policiers deviendraient plus représentatifs des communautés qu'elles servent. Un plus grand nombre d'agents de police serait embauché pour enrayer la progression du maintien de la paix par des agences privées. Le NPD instituerait une Charte de la sécurité communautaire qui déterminerait les normes minimales de sûreté et de sécurité pour chaque citoyen de l'Ontario.

Le pouvoir des citoyens, c'est également dénicher le crime quel que soit l'endroit où il se terre. ***Howard Hampton et le NPD*** accorderaient davantage de ressources afin de poursuivre avec efficacité et au moment opportun toutes les infractions sérieuses, y compris les crimes inspirés par la cupidité tels que les fraudes commises par des employés, celles dans les entreprises et les infractions de nature environnementale, par exemple. Parallèlement, il importe de réduire le temps que les victimes du crime doivent attendre avant de recevoir une compensation.

Solution pratique nº 4 : Combattre la violence faite aux femmes au moyen d'une stratégie complète « Vivre sans crainte ».

L'Ontario moderne subit une montée en flèche de la violence qui menace la vie des femmes et des enfants dans toute notre province. Selon Statistique Canada, le meurtre d'un conjoint à lui seul a grimpé de 25 p. 100 sous le règne des Conservateurs. Il y a deux ans, une coalition de 165 groupes communautaires a prévenu les Conservateurs d'une crise croissante qui exigeait des mesures pour régler le problème de la violence faite aux femmes. Le vérificateur provincial a révélé que des femmes et des enfants avaient été renvoyés de refuges pour femmes surpeuplés dans huit des neuf régions de l'Ontario. Deux enquêtes sur le meurtre d'un conjoint - May-Iles et Hadley – ont justifié la mise en oeuvre d'un plan d'action. Les Conservateurs ont préféré faire la sourde oreille aux avertissements et ont refusé de protéger les femmes.

Les Conservateurs ont concentré en exclusivité tous leurs efforts sur le système de justice criminel. Réduire les fonds consacrés aux services offerts aux femmes et aux enfants a entraîné des résultats catastrophiques. Leur stratégie a affaibli la situation des femmes et des enfants.

La sécurité des femmes est liée à leur capacité de disposer de moyens leur permettant de se protéger ainsi que leurs enfants. Faute d'un accès équitable et égal au logement, au travail au soutien de revenu, les femmes deviennent des victimes. En l'absence de soutien et de services équitables, juridiques, opposés à la violence et environnants, les femmes sont de plus en plus laissées sans défense devant les abus.

Howard Hampton et le NPD combattraient la violence faite aux femmes en appliquant une stratégie globale « Vivre sans crainte » qui offrirait aux femmes les outils sociaux, économiques et juridiques pour les protéger et leur famille contre tout type d'agression.

- Ils financeraient des services axés sur la communauté et destinés aux femmes et aux enfants dans le cadre d'un soutien communautaire et de services d'urgence tels que les lignes d'écoute téléphoniques, le financement de refuges; ils verseraient une subvention de 3,6 millions de dollars au programme «Second Stage Housing» et à des centres de crise dans le cas d'agressions sexuelles et de viols.
- Ils financeraient des réformes et des services juridiques qui offriraient aux femmes une protection et une représentation égales, y compris une aide juridique pour comprendre le droit de la famille et l'adoption des recommandations des enquêtes sur les décès d'Arlene May et de Gillian Hadley.
- Ils veilleraient à ce que les femmes reçoivent un appui financier pour échapper à leurs abuseurs et pour se protéger elles-mêmes et leurs enfants : construire un plus grand nombre d'unités de logement à prix abordable et adaptées au revenu, augmenter les allocations aux refuges jusqu'à 85 p. 100 des frais moyens d'un loyer, hausser immédiatement le salaire minimum à 8 $ l'heure, annuler la récupération par le gouvernement conservateur de la prestation fiscale pour enfants du gouvernement fédéral, élaborer un plan de services de

garde pour enfants à 10 $ par jour pour des soins réglementés et sans but lucratif tout en conservant les subventions actuelles accordées aux familles à faible revenu, et créer 20 000 nouvelles places en garderie et financer la parité salariale.

- Ils reconnaîtraient et financeraient les besoins criants pour des services et la défense des femmes autochtones et celles provenant des minorités visibles, des immigrants de fraîche date au pays, et des femmes handicapées.
- Ils financeraient les organisations de défense de la violence faite aux femmes.

Solution pratique nº 5 : S'attaquer aux causes des crimes et de la violence chez les jeunes grâce à «Plan d'action pour l'éveil de l'espoir ».

Howard Hampton et le NPD proposeraient de mettre en oeuvre le Plan d'action pour l'éveil de l'espoir, élaboré par le NPD en collaboration avec les communautés ethnoculturelles et les Africains canadiens en particulier. Le Plan d'action pour l'éveil de l'espoir s'attaque aux causes de la criminalité et de la violence juvéniles, en finançant, par exemple, le Programme d'assistance parajudiciaire aux personnes de race noire afin d'assurer une intervention aux points clés pour les jeunes dans un système de justice criminelle.

Solution pratique nº 6 : Assurer la sûreté et la sécurité dans nos prisons et dans nos établissements pour délinquants juvéniles en annulant leur privatisation.

Howard Hampton et le NPD donneraient priorité à la sécurité communautaire sur les profits du secteur privé. Le critique en matière de justice du NPD, Peter Kormos, a proposé un projet de loi qui aurait annulé les plans des Conservateurs de construire une super prison privée. Les Conservateurs ont plutôt poussé de l'avant leur projet de super prison privée qui a forcé les prisonniers à porter des étiquettes d'identité raciales, soulevant ainsi des appréhensions en matière de sécurité dans la communauté. Le camp de type militaire privé et à but lucratif à l'intention des délinquants juvéniles a été le témoin d'évasions dès la journée de son ouverture.

L'obsession des Conservateurs concernant la privatisation des prisons et des institutions pour délinquants juvéniles est un gaspillage de temps et de ressources qui auraient été beaucoup plus utiles à des agents de libération conditionnelle et de probation, aux prisons publiques et à des programmes pour garder la priorité à la sécurité des communautés. En 2002, le vérificateur général a révélé que seulement 600 des quelques 3000 délinquants sexuels surveillés par le ministère conservateur de la Sûreté et de la sécurité publiques avaient participé à des programmes appropriés. Le gouvernement n'avait pas réalisé les évaluations de risques et des besoins de plusieurs délinquants, ce qui aurait aidé à prévenir les récidives. Sous le régime des Conservateurs, on compte 10 000 mandats d'arrêt de délinquants en suspens.

Le pouvoir des citoyens, ce sont des prisons et des établissements pour délinquants juvéniles qui reviendraient à la propriété publique, qui fonctionneraient sans but lucratif et qui seraient gérées par le secteur public. Nous apporterions des corrections aux Services correctionnels en remettant en oeuvre les programmes de développement professionnel afin de préparer les prisonniers à reprendre une vie conforme à la loi au moment de leur libération.

Solutions pratiques pour un Ontario plus démocratique et plus juste

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour un Ontario plus démocratique et plus juste :

- Permettre à chaque citoyen de donner honnêtement son opinion sur la façon de choisir ses représentants élus. Adopter la représentation proportionnelle et un contrôle strict des dépenses, y compris une interdiction de la propagande politique financée par les contribuables. L'opinion des citoyens serait d'égale valeur et personne ne pourrait acheter une élection et une influence politique.
- Accroître l'obligation de rendre compte aux contribuables en élargissant la liberté de la loi sur l'information. Il n'y aura plus de ces mauvaises surprises comme les augmentations du droit de péage sur l'autoroute 407 ou des indemnités de départ dorées comme celle versée à Eleanor Clitheroe.
- Instaurer une plus grande justice à l'endroit des personnes handicapées en adoptant des lois ayant du mordant, y compris une Charte des droits des personnes handicapées.
- Ajuster l'aide au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées au coût de la vie et réviser son processus d'application complexe et frustrant.
- Offrir un juste soutien aux bénéficiaires de l'aide sociale en mettant un terme à l'exclusion à vie arbitraire et en révisant les prestations d'aide sociale afin de tenir compte du coût de la vie.
- Assurer aux communautés des Premières nations un juste partage du développement des ressources tirées de leurs terres ancestrales.
- Tenir immédiatement une enquête publique sur le meurtre de Dudley George au parc provincial Ipperwash en septembre 1995

Si vous travaillez avec ardeur et si vous respectez les règles du jeu, votre vie et celle de vos enfants doivent être aussi agréables que celle des autres. Cette vie comprend un bon emploi, une communauté sûre et une retraite assurée. L'argent que vous avez, l'endroit où vous êtes né et où vous vivez, si vous êtes handicapé, le sexe auquel vous appartenez et la nature de votre orientation sexuelle n'est d'aucune importance. Voilà ce que nous appelons la démocratie et l'égalité en tout. En un mot, nous parlons de « justice ».

Le NPD défend depuis longtemps l'égalité et la justice parce c'est la chose à faire, même lorsqu'il paraît incongru de le faire.

De nos jours, à cause des politiques des Conservateurs de l'Ontario et des Libéraux á Ottawa, les possibilités de mieux-être ne sont pas les mêmes pour tous. **Le pouvoir des citoyens** saura renverser cette situation. ***Howard Hampton et le NPD*** offrent des solutions pratiques qui feront toute la différence.

Solution pratique nº 1 : Permettre à chaque citoyen de donner honnêtement son opinion. Voter, c'est choisir.

Losque vous prétendez qu'un gouvernement ne vous écoute jamais et ne vous représente jamais, vous avez sans doute raison. Depuis les deux dernières élections, les Conservateurs de l'Ontario qui n'ont récolté que 45 p. 100 des votes occupent cependant pas moins plus de 50 p. 100 des sièges au Parlement. Ils disposent presque du pouvoir absolu de tout renverser en adoptant des lois, et de ce fait diriger la province, même si la moitié des citoyens de l'Ontario a rejeté les propositions de ce gouvernement. Une ère de justice s'ouvrira avec un gouvernement néo-démocrate puisque le système actuel fait fi de l'égalité. C'est ce qui explique pourquoi les électeurs boudent de plus en plus les élections et sont plus en plus excédés par l'indifférence des Conservateurs à leur endroit.

Il existe une bonne solution et elle s'appelle la représentation proportionnelle. C'est-à-dire celle qui accorde la même valeur au vote de chacun. Si aucun parti politique n'obtient une majorité absolue, tous les partis doivent se réconcilier et former un bon gouvernement responsable. Cette forme de gouvernement est appliquée avec bonheur dans de nombreux pays; il est temps que le Canada et l'Ontario les imitent.

Howard Hampton et le NPD agiraient rapidement en vue d'instaurer la représentation proportionnelle en Ontario. Leur premier geste serait de créer une commission indépendante qui tiendrait des audiences publiques et qui fixerait par après les détails du meilleur modèle de représentation proportionnelle. Les citoyens livreraient ensuite leurs impressions par voie de référendum. S'ils sont d'accord, la représentation proportionnelle entrerait en vigueur aux prochaines élections.

Donner honnêtement son opinion dépasse les cadres de la représentation proportionnelle. Si vous avez de l'argent, il vous est plus facile d'exercer une plus grande influence sur le gouvernement, pendant ou entre des élections.

Howard Hampton et le NPD imposeraient un seuil de dépenses très précis aux partis politiques. Ils diviseraient de moitié les montants que les partis seraient autorisés à dépenser à l'échelle provinciale durant une élection. En outre, ils mettraient un terme à cette incongruité voulant que certaines dépenses importantes, les sondages par exemple, soient exclues de la limite des dépenses. Le maximum des contributions permis devrait être réduit. Les dépenses entre les

élections et les contributions aux partis durant leur course à la direction devraient également faire l'objet de strictes limites. Un gouvernement ne devrait jamais permettre que des contribuables paient la note de la propagande politique. La divulgation des contributions devrait être faite en « temps opportun » afin que les citoyens connaissent celui qui a défrayé la campagne électorale d'un politicien AVANT de voter, et non quelques mois plus tard.

Enfin, de nombreux citoyens, en raison de leurs déménagements fréquents, ou encore des nouveaux Canadiens, perdent souvent la possibilité de s'exprimer parce que leur nom n'apparaît plus sur la liste électorale permanente. ***Howard Hampton et le NPD*** continueraient d'appuyer Élections Ontario tout en gardant le mieux possible cette liste à jour, mais remettraient en vigueur l'énumération afin que chaque citoyen en droit de voter puisse le faire.

Solution pratique nº 2 : Accroître l'obligation de rendre compte aux contribuables en facilitant l'accès à l'information gouvernementale.

Howard Hampton et le NPD accorderaient une plus grande importance à la liberté de la loi sur l'information afin de faciliter l'accès des citoyens aux documents qu'ils paient à titre de contribuables. Ainsi, toutes les ententes liées à des marchés externes de services gouvernementaux devraient être disponibles sur Internet pendant 60 jours avant qu'ils ne soient définitifs. Cette politique abaisserait le mur qui abrite le secret entourant les marchés liés au secteur de l'électricité et autres affaires souterraines du gouvernement. Nous pouvons nous passer de ces mauvaises surprises comme les hausses illimitées du droit de péage de l'autoroute 407 ou des circonstances troublantes qui accompagnent les activités de privatisation de ce gouvernement. Hydro One et Ontario Power Generation ne seraient plus longtemps protégés de l'accès à l'information.

Le NPD exigerait également que les déclarations qui accompagnent chaque grande décision du gouvernement et qui ont des conséquences sur la population soient diffusées afin que les citoyens puissent connaître les solutions de rechange à la disposition du gouvernement lorsqu'il prend ces décisions. Enfin, **Le pouvoir des citoyens,** c'est offrir à la population en général la possibilité de dire son mot avant l'adoption d'une loi par le gouvernement. Ce qui entraînerait la tenue obligatoire d'audiences publiques par un comité lorsque le consentement de l'Assemblée législative n'est pas unanime ou qu'il y a un danger public exceptionnel.

Solution pratique nº 3 : Instaurer une plus grande justice à l'endroit des personnes handicapées en adoptant des lois ayant du mordant.

Il est dans l'intérêt de tous que les personnes handicapées soient traitées loyalement. En Ontario, on compte plus de 1,9 million de personnes handicapées et si vous-même ou un membre de votre famille ne souffrez pas d'incapacité physique en ce moment, les risques d'en souffrir plus tard sont vraisemblables. **Le pouvoir des citoyens,** c'est accorder aux personnes handicapées les mêmes droits à un bon emploi, à une bonne éducation, à un accès à de bons soins de santé, à se déplacer au moyen des transports publics, à vivre dans un logement à prix abordable et à être en sécurité sans devoir surmonter les obstacles qui se dressent devant elles.

L'année dernière, les Conservateurs ont finalement adopté la Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario, mais les personnes handicapées attendent toujours des règlements et des normes. Ces personnes ont attendu assez longtemps, le moment est venu de leur rendre justice.

Howard Hampton et le NPD ne tarderaient pas avant :

- D'ajuster les prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées au coût de la vie. Trop de ces personnes sont forcées de vivre sous le seuil de la pauvreté.
- De réviser le processus compliqué et frustrant actuel de demande d'aide au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées.
- De veiller à ce que 10 p. 100 des nouvelles unités de logement à prix abordable dans les régions urbaines et 5 p. 100 dans les régions rurales soient entièrement accessibles, tout en s'assurant que l'on accorde des subventions à ces unités au besoin.
- D'assurer une évaluation rapide des besoins spéciaux des enfants et des aides à l'éducation dont ils ont besoin au sein du système d'éducation public.
- D'assurer la disponibilité des subventions aux études postsecondaires à de nombreux étudiants handicapés afin de leur accorder le temps supplémentaire dont ils ont besoin pour obtenir leur diplôme collégial ou universitaire.
- De consacrer une partie du financement croissant du transport en commun afin de le rendre tout à fait accessible aux personnes handicapées.
- De vérifier et de cataloguer tous les programmes et tous les services destinés aux personnes handicapées et de créer un organisme unique de coordination afin de faciliter l'accès aux programmes et à l'information.
- D'offrir plus de souplesse et de choix dans le financement et la prestation de services qui répondent aux besoins individuels des personnes handicapées, les soins à la maison, par exemple.
- De collaborer avec les personnes handicapées pour décréter une solide Loi de 2001 sur les personnes handicapées de l'Ontario dès la première année au pouvoir du NPD afin de mettre en place des directives et des échéances exécutoires dans tous les secteurs.
- De favoriser la justice en créant une Charte des droits des personnes handicapées qui renfermerait des engagements particuliers sur l'accessibilité au transport en commun et à un logement à prix abordable.

Solution pratique nº 4 : Offrir un juste soutien aux bénéficiaires de l'aide sociale en mettant un terme à l'exclusion à vie arbitraire et en révisant les prestations d'aide sociale afin de tenir compte du coût de la vie.

L'enquête judiciaire sur la mort de Kimberly Rogers concernait une jeune femme enceinte condamnée à la détention à domicile à la suite d'une fraude de l'aide sociale – elle recevait l'aide sociale en même temps qu'un prêt étudiant dans une tentative de retour à l'école. Le jury du coroner a présenté 14 recommandations, y compris la fin de l'interdiction à vie de toucher une prestation d'aide sociale et une révision des prestations de l'aide sociale qui s'adapteraient au coût de la vie actuelle.

Howard Hampton et le NPD veilleraient en sorte que l'histoire de Kimberly Rogers reste dans les mémoires. Le NPD prendrait immédiatement des mesures pour mettre en application les recommandations du jury du coroner. Les personnes comme Kimberly Rogers méritent qu'on leur offre la possibilité de rompre le cycle de la pauvreté. Il nous faut du courage et du leadership pour reconnaître que le système a été inopérant dans le cas de Kimberly Rogers. Il est temps d'apporter des changements.

Pour aider les gens à se sortir de la pauvreté, à accéder à un logement décent et trouver un bon emploi, le NPD :

« L'enquête sur Kimberly Rogers a mis sur la sellette le programme d'aide sociale punitif du gouvernement conservateur. Maintenant que les difficultés du système sont étalées au grand jour, il n'y a rien d'autre à faire que d'apporter immédiatement une mesure corrective pour pallier à cette négligence sans pareille du gouvernement. »
– Tony Martin, député de Sault Ste. Marie, critique du NPD en matière de pauvreté.

- Augmenterait les allocations de logement des personnes bénéficiaires de l'aide sociale jusqu'à 85 p. 100 du coût moyen des loyers dans leur communauté.
- Mettrait un terme à la récupération par le gouvernement conservateur de la prestation fiscale pour enfants du gouvernement fédéral aux dépens des bénéficiaires de l'aide sociale, augmenteraient les encouragements à l'emploi afin d'aider les personnes dépendantes de l'aide sociale à s'intégrer à la main-d'oeuvre et indexerait les prestations du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées à l'inflation.
- Augmenterait les encouragements à l'emploi afin d'aider les personnes dépendantes de l'aide sociale à s'intégrer à la main-d'oeuvre.
- Exercerait des pressions auprès des Libéraux d'Ottawa pour qu'ils permettent à ceux qui abandonnent un travail rémunéré pour prendre soin d'enfants, de malades ou de parents âgés de rattraper leur contribution au Régime de pensions du Canada.

Solution pratique nº 5 : Traiter les Premières nations avec respect et honnêteté

Le pouvoir des citoyens, c'est assurer aux communautés des Premières nations un juste partage des revenus tirés du développement des ressources provenant de leurs terres ancestrales. Seule une entente de partage des revenus, élaborée en collaboration avec les communautés autochtones et d'autres paliers du gouvernement, peut assurer l'autosuffisance économique des Premières nations et une distribution équitable des ressources obtenues de l'exploitation des mines du Nord, des activités forestières, etc. entre les parties intéressées. Alors que les municipalités partagent automatiquement les bénéfices d'un projet à l'intérieur de leur territoire grâce aux taxes municipales, les Premières nations doivent se contenter de regarder les revenus générés sur leurs terres prendre la direction du sud.

Howard Hampton et le NPD s'engageraient à collaborer avec les Premières nations, de gouvernement à gouvernement, à l'établissement d'une relation basée sur le respect mutuel. Toutes les stratégies de développement forestier, minier ou hydro-électrique doivent respecter les droits autochtones et ceux issus des traités.

De plus, le NPD élargirait les programmes juridiques autochtones, réviserait les programmes scolaires afin qu'ils reflètent davantage les diverses contributions historiques des Premières nations, rouvrirait les négociations abruptement interrompues par les Conservateurs avec les Premières nations du Nord afin d'assurer une protection contre les incendies et de réduire les évacuations des communautés autochtones en raison des feux de forêt.

Howard Hampton et le NPD tiendraient immédiatement une enquête publique – qui aurait dû être menée il y a longtemps, mais que le gouvernement conservateur repoussait – sur le meurtre de Dudley George au parc provincial Ipperwash en septembre 1995.

Solutions pratiques pour un régime fiscal équitable et une économie vigoureuse

Les solutions pratiques d'Howard Hampton et du NPD pour un régime fiscal équitable et une économie vigoureuse :

- Création d'un nouveau Fonds pour l'excellence en éducation afin de permettre le réinvestissement complet et immédiat de deux milliards de dollars dans notre système d'éducation public, appuyant ainsi le plan du NPD de faire de chaque école une excellente école.
- Régime d'imposition des sociétés équitable et exempt d'échappatoires, et impôts sur les sociétés ramenés à des niveaux concurrentiels à ceux des États américains avoisinants.
- Mise en œuvre d'une stratégie d'emploi pour tous les Ontariens, y compris une stratégie à l'endroit du secteur automobile pour conserver et accroître les emplois en Ontario.
- Mise en œuvre d'une stratégie de développement du Nord de l'Ontario afin de créer et de conserver de bons emplois et des débouchés économiques dans la région.

Le pouvoir des citoyens signifie que chacun de nous paie sa juste part. Mais cela fonctionne uniquement dans la mesure où le fardeau fiscal est réparti équitablement. Les contribuables à revenu moyen de l'Ontario savent qu'ils payent déjà leur juste part d'impôt. Malheureusement, les réductions d'impôt des Conservateurs n'ont fait que rendre le régime fiscal plus injuste. Actuellement, un particulier ayant un revenu annuel de 164 700 $ est imposé au même taux qu'un particulier gagnant 64 700 $ seulement. Il est difficile d'y voir la justice.

Solution pratique nº 1 : Fonds pour l'excellence en éducation – Investissement dans notre avenir.

Howard Hampton et le NPD ajouteraient deux nouvelles tranches d'imposition équitables : une pour les particuliers dont le revenu se situe entre 100 000 $ et 150,000 et une autre pour les particuliers ayant un revenu supérieur à 150 000 $. Cela signifierait qu'une personne gagnant 105 000 $ par année paierait 150 $ de plus, alors qu'une autre ayant un revenu inférieur à 100 000 $ ne paierait pas plus qu'elle ne le fait maintenant.

À elles seules, ces deux tranches d'imposition équitables permettraient de recueillir 1,5 milliards de dollars par année pour notre Fonds pour l'excellence en éducation.

Le montant total – 1,5 milliards de dollars – serait investi dans le système d'éducation public. Le rapport de Mordechai Rozanski confirme qu'il faut injecter 2,1 milliards de dollars dans nos écoles – mais les Conservateurs offrent seulement 610 millions en 2002-2003. Le Fonds pour l'excellence en éducation du NPD garantirait la mise en œuvre immédiate de toutes les recommandations contenues dans le rapport Rozanski, garntirait aussi des fonds suffisants pour nos écoles, et empêcherait toute intervention politique dans le financement de l'éducation.

Voilà un investissement dans notre avenir.

Le pouvoir des citoyens signifie la création d'un Fonds pour l'excellence en éducation afin de garantir que nos écoles auront une source assurée et imputable de financement pour répondre chaque année, aux besoins de nos étudiants.

Solution pratique nº 2 : Élimination des échappatoires et équitabilité de l'impôt sur les sociétés.

Howard Hampton et le NPD croient fermement qu'il convient d'encourager les investissements qui mènent à la création d'emplois à la fois sûrs et intéressants. Mais l'Ontario n'a pas besoin d'imposer les profits des sociétés à un niveau bien inférieur aux niveaux d'imposition américains pour stimuler les investissements. Nous ramènerions les taux d'imposition des sociétés à ceux qui étaient appliqués durant le premier mandat du gouvernement conservateur. Durant la première année d'équitabilité de l'impôt sur les sociétés, cette mesure générerait des recettes fiscales de l'ordre de 1,2 milliards de dollars qui pourraient être réinvesties dans l'infrastructure économique et sociale et amélioreraient la prospérité de tous les Ontariens. À la quatrième année, cette mesure aurait généré des recettes de 2,95 milliards de dollars.

Le NPD éliminerait aussi certaines échappatoires qui sont manifestement injustes. Actuellement, les premiers 400 000 $ de rémunération versée sont exemptés de l'impôt-santé des employeurs de l'Ontario, et ce, pour toutes les entreprises, de la plus grande à la plus petite. Il n'est tout simplement pas logique d'exempter nos plus grosses entreprises, et nos plus rentables, de payer de l'impôt sur les premiers 400 000 $ de rémunération qu'elles versent. Nous limiterions cette exemption sur les premiers 400 000 $ de rémunération versée aux entreprises dont la masse salariale est inférieure à deux millions de dollars.

Le gouvernement conservateur a gaspillé des millions de dollars en services d'experts-conseils du secteur privé. Le vérificateur provincial a relevé de nombreux exemples d'embauche sans raison d'experts-conseils externes, un manque de mise en concurrence adéquate qui a profité aux amis du gouvernement ainsi qu'un manque de définitions et de contrôles clairs pour confirmer que les travaux prévus dans le cadre des projets ont réellement été exécutés. Tout comme le

comportement scandaleux des Libéraux à Ottawa.

Howard Hampton et le NPD établiraient la reddition de comptes et la transparence dans l'exécution de travaux gouvernementaux. Les tâches qui peuvent être accomplies par des fonctionnaires et qui devraient l'être le seraient; elles ne seraient pas confiées à des amis surpayés du gouvernement dans le secteur privé.

« Au cours des 12 derniers mois, on a annoncé à maintes reprises la fermeture de grandes usines de montage et d'usines de fabrication de pièces en Ontario. Qu'est-ce que les Conservateurs de M. Eves et les homologues libéraux de M. McGuinty à Ottawa ont fait à ce sujet au cours de la dernière année? Il est plus que temps d'agir, car l'avenir des nouvelles installations à Windsor et à Oakville est en jeu. »
– Howard Hampton, Chef du NPD

Enfin, le NPD adopterait une ligne dure relativement aux amendes et aux dettes envers vous, les contribuables, y compris des amendes relatives à l'environnement totalisant plus de dix millions de dollars.

Le pouvoir des citoyens signifie des taux d'imposition des sociétés équitables et un gouvernement imputable.

Le pouvoir des citoyens signifie un budget équilibré.

Solution pratique nº 3 : Mise en œuvre d'une stratégie en matière d'emploi pour tous les Ontariens, y compris une stratégie pour le secteur de l'automobile, afin de conserver et de créer des emplois en Ontario.

Le gouvernement conservateur parle d'une économie vigoureuse, mais, pour de nombreux travailleurs dans le secteur de l'automobile et dans d'autres industries, le manque de stratégie de développement économique globale signifie moins d'emplois et plus de licenciements, sans compter le fait que l'Ontario tire de la patte au chapitre des technologies de pointe.

Le 20 décembre 2002, au moment de partir en congé de Noël, les 50 travailleurs de la Magnetic Metals à Brantford ont appris que l'usine ne rouvrirait pas ses portes après les fêtes et qu'ils avaient tous perdu leur emploi. Et leur sort n'était pas unique. En effet, trois grandes usines de montage – l'usine de DaimlerChrysler sur le chemin Pillette à Windsor, l'usine de camionnettes de Ford à Oakville et l'usine de fourgonnettes Navistar à Chatham – risquent la fermeture à brève échéance. Si l'on se fie aux prédictions, à moins que les gouvernements ne prennent les devants et n'agissent maintenant, le tiers de tous les emplois dans les usines de montage d'automobiles en Ontario auront été éliminés d'ici 2004.

Dans diverses industries – automobile, produits forestiers, acier, télécommunications, aérospatiale, technologies de l'information – l'Ontario devrait être à l'avant-garde en ce qui concerne l'utilisation de nouvelles technologies et la recherche de nouveaux marchés pour ses produits et services. Mais le gouvernement conservateur n'a aucune stratégie de développement économique permettant de conserver et de créer des emplois en Ontario.

Howard Hampton et le NPD effectueraient de nouveaux investissements cruciaux dans les compétences et la recherche et le développement, ainsi que dans l'infrastructure stratégique, conçus en fonction de secteurs spécifiques de l'économie. La ***solution pratique du NPD en ce qui concerne les emplois*** prévoit :

1. Fonds d'investissement sectoriel – La *stratégie du NPD conçue en Ontario relativement au secteur de l'automobile* et d'autres stratégies de développement sectoriel

Howard Hampton et le NPD coordonneraient et mettraient en œuvre une stratégie sectorielle en matière d'emploi par le truchement du fonds d'investissement sectoriel. Par exemple, un emploi sur six en Ontario est lié de près ou de loin au secteur de l'automobile. Le patronat et les syndicats s'entendent sur le fait que l'Ontario doit participer à l'examen des nouvelles options en matière d'expansion. Mais la stratégie sectorielle en matière d'emploi ne se limite pas à ce

secteur. Au cours de la dernière année, on a annoncé à maintes reprises la fermeture de grandes usines de montage et d'usines de fabrication de pièces parce que leurs activités ont été transférées ailleurs, et les gouvernements libéral à Ottawa et conservateur en Ontario n'ont pas même eu voix au chapitre. Le NPD veillerait à ce que le gouvernement de l'Ontario prenne des mesures dynamiques pour stimuler les investissements dans le secteur de l'automobile et pour attirer de nouveaux exploitants d'usines automobiles en Ontario.

Autres éléments de la ***stratégie du NPD conçue en Ontario relativement au secteur de l'automobile*** :

- Réunir immédiatement DaimlerChrysler, Ford, le syndicat et le gouvernement fédéral pour élaborer un plan en vue d'assurer l'établissement en Ontario - à Windsor (DaimlerChrysler) et à Oakville (Ford) - de nouvelles usines de montage d'importance critique.
- Améliorer l'infrastructure de transport de l'Ontario afin d'éliminer les engorgements qui ralentissent énormément les expéditions d'automobiles à la frontière américaine, notamment en établissant un troisième poste de douane à Windsor et en travaillant de concert avec les représentants officiels des collectivités et des municipalités.
- Augmenter les investissements dans l'acquisition de compétences dans le secteur de la fabrication de pièces et celui du montage.
- Assurer le soutien des emplois axés sur le savoir dans le secteur de l'automobile (p. ex., recherche et développement), emplois qui prennent une importance accrue face à la disparition des emplois traditionnels dans le secteur du montage.
- Envisager un soutien financier d'urgence, cas par cas, pour les principaux producteurs indépendants de pièces d'automobiles afin de faciliter la reprise du secteur de la fabrication de pièces d'automobiles en Ontario.
- À plus long terme, aider les entreprises de pièces d'automobiles à améliorer leurs usines de manière à pouvoir produire des pièces plus sophistiquées à valeur ajoutée telles que les pièces électroniques pour automobiles.

2. Fonds stratégique pour l'infrastructure

Le Fonds stratégique pour l'infrastructure aurait trois grandes composantes :

- Un fonds pour l'infrastructure de transport servirait aux investissements dans les routes, les chemins de fer et les autres formes de transport.
- Un fonds pour l'infrastructure de l'environnement servirait aux investissements dans les projets d'assainissement de notre environnement naturel.
- Un fonds pour l'infrastructure touristique et culturelle servirait aux investissements dans les projets touristiques et culturels.

3. Soutien des petites et des moyennes entreprises

Pendant des décennies, le Fonds de développement de l'Ontario a constitué une importante source de financement des petites et des moyennes entreprises en période de croissance. C'est pourquoi son élimination en 1995 par le gouvernement conservateur a eu des conséquences tragiques. ***Howard Hampton et le NPD*** croient dans les petites entreprises et établiraient une version améliorée de ce fonds afin d'offrir des sources de financement novatrices aux petites et aux moyennes entreprises.

Le NPD remplacerait également les réductions d'impôt ruineuses qui sont consenties aux grandes entreprises par des politiques fiscales judicieuses qui prévoiraient de véritables incitations à l'investissement en vue de créer des emplois intéressants et de soutenir les petites et les moyennes entreprises.

Les institutions financières communautaires telles que les sociétés coopératives de crédit peuvent se révéler une importante source de financement pour les petites entreprises. Le NPD veillerait à ce que les sociétés coopératives de crédit puissent participer aux projets selon des règles de jeu équitables.

Solution pratique nº 4 : Mise en œuvre d'une stratégie de développement du Nord de l'Ontario afin de créer et de conserver de bons emplois et des débouchés économiques dans le Nord de l'Ontario.

La stratégie de développement d'***Howard Hampton et du NPD*** pour le Nord de l'Ontario s'énonce comme suit :

- Faire en sorte que la Commission de Transport Ontario Northland reste une société ouverte et l'utiliser pour promouvoir le développement économique du Nord de l'Ontario.
- Travailler en collaboration avec les collèges communautaires du Nord de l'Ontario afin de donner de la formation à l'entreprenariat et au développement économique communautaire.
- Veiller à ce que les collectivités du Nord tirent le maximum de leurs ressources, notamment la création d'un plus grand nombre d'emplois « à valeur ajoutée » dans les secteurs des produits miniers et forestiers.
- Offrir de meilleures incitations aux entreprises installées dans le Nord de l'Ontario afin de les amener à investir dans les projets de recherche et de développement qui font cruellement défaut.
- Coordonner l'investissement stratégique par le truchement d'une nouvelle société de développement du Nord de l'Ontario.

Voter, c’est choisir.

pouvoir.ca

NPD